

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 28 AOÛT
DIMANCHE 29 AOÛT
N° 240 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

**SEVESO EN
FRANCE ?**

voir page 12

*Contre les assauts répétés
et les faux plans de paix*

**RESISTANCE PALESTINIENNE
PROGRESSISTES LIBANAIS**

**DETERMINEES
A COMBATTRE**

Les phalangistes et les réactionnaires arabes continuent leurs manœuvres qui consistent à proposer des négociations et une prétendue paix tout en préparant une offensive d'ampleur contre les forces palestiniennes et patriotiques. Les phalangistes ont révélé les grandes lignes de leur plan de paix : l'évacuation de la montagne et l'application des accords du Caire. Ce qui veut dire, dans les conditions actuelles, le désarmement de la résistance palestinienne, puisque d'après les accords du Caire les Palestiniens n'ont le droit de porter les armes que dans leurs camps et que ces camps ont été détruits par les fascistes. Les phalanges qui ont tout fait pour empêcher l'application des accords du Caire essaient aujourd'hui de les retourner contre la résistance.

De son côté, la Ligue Arabe propose un plan prévoyant le retour des combattants sur leurs «positions traditionnelles», ce qui revient à demander l'évacuation

de la montagne et l'application des accords du Caire avec le contrôle des «casques verts», sans parler de l'intervention syrienne. La parenté et la collusion de ces deux plans est évident.

Mais, comme le montre bien l'éditorial de Falestine al Saoura que nous avons publié hier, la résistance palestinienne est clairvoyante, elle sait qu'un certain nombre de gouvernements arabes, en collusion avec les fascistes et les sionistes, sont prêts à saisir l'occasion pour tenter d'écraser la résistance et que les propositions de négociations actuelles sont une arme contre elle au même titre que les préparatifs militaires.

Aujourd'hui la résistance a résolument choisi la voie de la fermeté, car le peuple palestinien est déterminé à combattre, enthousiasmé par l'héroïsme des martyrs de Tell el Zaatar, confiant dans son unité de lutte avec le peuple libanais, confiant dans le soutien des peuples arabes, en particulier du peuple syrien.

**TÉMOIGNAGE
PALESTINIEN
SUR LES 55 JOURS
DE TELL ZAATAR**

Voir page 7

*La formation
du gouvernement Barre*

**DOS AGES
GISCARDIENS
POUR UNE
POLITIQUE
D'AUSTERITE**

Jean François Poncet, secrétaire général de l'Élysée a donné hier soir la composition du nouveau gouvernement qui tiendra son premier conseil ce matin.

Sa tâche : imposer l'austérité aux travailleurs, leur faire payer la crise, par le blocage des salaires, le chômage etc... Il lui faut en même temps préparer les élections et empêcher la gauche de les remporter. C'est donc une somme de difficultés que devra affronter la nouvelle équipe : appliquer des mesures anti-populaires, renforcer la position électorale de la coalition au pouvoir, et limiter les dissensions internes à cette coalition.

Ces impératifs ont commandé la composition du gouvernement. La volonté d'imposer une politique d'austérité préside à la nomination de Barre et à la concentration dans ses



mains des fonctions de premier ministre et de ministre de l'économie et des finances. On retrouve à ses côtés Fourcade à l'équipement qui saura réduire à la portion congrue les crédits d'Équipement et Poniatowski investi des mêmes fonctions répressives. La nomination de Be-

lac, ancien directeur de la Régie Renault, comme ministre du Travail, est en elle-même tout un programme, les travailleurs de Renault soumis aux cadences infernales et à la dictature patronale peuvent en témoigner.

SUITE P.3

Pays Bas

Les aventures
du prince
BERNHARD
ou... la
politique des
requins

Voir page 7

Contre les mesures discriminatoires du gouvernement
**Les éleveurs de l'Aude
décidés à passer à l'action**

«*Nous
aussi
sommes
frappés
par la
sécheresse*»



I.M.R.O.

imprimerie
(Rouen)

Un an de
lutte des
travail-
leurs

**OÙ EN
SONT-
ILS ?**

voir page 5

● **Producteurs de fruits de l'Ardèche : «Assez de paroles, des actes concrets».**

P.2

● **Sécheresse : des petits paysans témoignent.** p.4

● **Mgr Lefebvre : De l'intégrisme au fascisme.**

- **Fin de la grève de France Soir.**

P.6

● **La colère en Guadeloupe.** P.8

● **Sur les chantiers une ville comme Marseille envoyée à l'hôpital**

P.9

PAYSANS EN LUTTE

Depuis 1945, l'Ardèche est un des principaux départements producteurs de pêches. La petite exploitation vivait assez bien jusqu'en 1958. Depuis, la situation n'a fait que se dégrader pour être ce qu'elle est aujourd'hui : la petite exploitation est condamnée à mourir et ce à cause du système capitaliste qui a encouragé, subventionné des gros agriculteurs pour qu'ils produisent de la pêche ; à l'heure actuelle, ce sont eux qui sont maîtres du marché, imposant leur loi.

Retrait à Montélimar le 22/08/76.



Cette année, la campagne de la pêche avait bien commencé. La récolte, sans être pléthorique, s'annonçait bien : environ 500 000 tonnes. Le marché français en absorbant 450 000, les autres 50 000 pouvaient facilement être écoulées à l'exportation. La situation a changé le 10 juillet, car à ce moment-là, les importations de fruits grecs, espagnols et italiens ont débuté. Les importateurs pour qui seul le profit compte, préfèrent payer des pêches entre 40 et 60 centimes plutôt que d'acheter la production intérieure et ce avec le consentement du gouvernement.

C'est à la suite de ces importations que les arboriculteurs se décidèrent à la riposte :

De nombreux camions venant d'Espagne ou d'Italie furent vidés de leur contenu.

A Culoz, dans l'Ain, un commando d'une centaine de producteurs (en majorité des petits) vidèrent une dizaine de wagons de fruits d'Italie contenant chacun plusieurs tonnes de marchandise. Comme par hasard, aucune adresse de destinataire sur les colis !

FACE AUX SYNDICATS

Pour la FDSEA, seule la concertation avec le ministère de l'agriculture peut apporter une solution au problème des fruits. De temps en temps, on appelle à une action type Culoz ou à une manifestation dans le calme comme pour Valence. Cette fédération regroupant de nombreux gros producteurs, ne veut surtout pas d'actions illégales et se fait souvent déborder par sa base. L'un de ses responsables, M. Gilbert Louis fut forcé par ses adhérents à se faire inculper suite au commando de Culoz. M. Louis, président de la chambre d'agriculture de l'Ardèche, président de Coopérieurs n'était pas très chaud pour le faire.

Le CDJA, à peu de choses près voit les choses de la même manière que la FDSEA. Le MODEF, quant à lui, n'offre comme nous

Dans les rues d'Aubenas de nombreuses pêches furent déversées. L'autoroute A7 fut bloquée par des pneus enflammés et des clous.

Le 4 août, une manifestation eut lieu devant la préfecture de Valence, regroupant environ 3000 personnes. Après les prises de parole des dirigeants de la FDSEA et du CDJA, les manifestants déçus par la tournure que prenait la manifestation, bombardèrent la façade de la préfecture avec des pêches et pénétrèrent dans la cour. Bilan : une dizaine de manifestants blessés, plus un enfant de 7 ans. Un CRS que sa fougue avait emporté un peu loin de ses collègues s'est trouvé isolé au milieu des manifestants qui l'ont proprement rossé.

La voie ferrée Paris-Marseille fut également court-circuitée, perturbant le trafic en plusieurs points du département de la Drôme.

Il se pourrait bien que d'autres actions aient lieu après le 24 août, date à laquelle les responsables syndicaux sont reçus au ministère de l'agriculture.

l'ont dit ironiquement des producteurs, qu'une seule solution, «le programme commun».

De toute façon, les producteurs sont prêts à tout pour avoir le droit de vivre et ils ne cachent pas que s'il faut répondre par la violence à la violence bourgeoise dont ils sont victimes lorsqu'ils veulent se faire entendre, ils le feront. Plus d'un nous a dit : «S'il faut aller aux manifestations avec un fusil, nous le ferons». «Nous ne voulons pas être d'éternels mendiants mais je ne vois pas pourquoi nous aurions honte d'être aidés par l'Etat quand des milliards sont distribués chez Peugeot, Citroën etc... » nous a déclaré un producteur en ajoutant : «Surtout que si nous en sommes là, c'est grâce à ceux qui actuellement nous font croire qu'ils veulent nous aider».

Producteurs de fruits de l'Ardèche

«ASSEZ DE PAROLES DES ACTES CONCRETS»

TÉMOIGNAGE DES PARENTS DE CHRISTOPHE, 7 ANS, BLESSÉ PAR LES C.R.S.

M. et Mme Combiere parents de Christophe, 7 ans, blessé par les CRS lors de la manifestation des arboriculteurs à Valence, le 4 août, répondent à nos questions.

QDP : Vous êtes producteurs de fruits ?

M.C : Non, je suis agriculteur et petit éleveur de poulets et brebis.

QDP : Pour quelles raisons étiez-vous à la manifestation ?

M.C : J'accompagnais un de mes enfants à la gare et en revenant, je me suis rendu à la préfecture pour voir ce qui s'y passait. Etant ancien arboriculteur, j'ai arrêté le fruit, car on ne gagne plus sa vie, j'ai assisté à la manifestation par solidarité avec les producteurs de fruits.

QDP : Dans quelles conditions votre fils a-t-il été blessé ?

M.C : Nous étions loin de l'entrée de la préfecture et mon fils jouait près des grilles. Soudain, après que les manifestants aient jeté des pêches sur la préfecture, les CRS ont chargé les manifestants qui étaient entrés dans la préfecture. Il en sortait de partout. C'est pendant la bousculade qui a suivi la charge que mon fils fut blessé car à ce moment-là, j'ai lâché la main. Il était près des grilles et un CRS qui était à l'intérieur lui a asséné plusieurs coups de matraque à travers les grilles.

QDP : Ce n'est pas un éclat de grenade ?

Mme C : Non. Il a été blessé à coups de matraque.

QDP : Quelles furent ses blessures ?

M.C : Coupure au cuir chevelu avec léger trau-

matisme cranien. Lèvre ouverte à l'intérieur de la bouche. Oeil au beurre noir. Ces blessures ont nécessité deux jours d'hospitalisation.

QDP : Suite à la blessure de votre fils, retournerez-vous à une manifestation ?

M. et Mme C : Et comment ! Maintenant, nous y serons toujours.

LE RÔLE D'UNE COOPÉRATIVE DES PRODUCTEURS DE FRUITS

Les coopératives agricoles furent créées au départ par des petits exploitants, leur permettant de bénéficier de certains avantages fiscaux d'une part (récupération TVA), et de meilleurs prix en groupant leurs achats.

Depuis, de gros producteurs se sont immiscés dans ces coopératives et font la pluie et le beau temps au sein des conseils d'administration.

LE POINT DE VUE D'UN PETIT PRODUCTEUR

dirigeant de la fédération des producteurs de fruits.

M.A., petit producteur de pêches de l'Ardèche (6 hectares environ) est l'un des dirigeants de la Fédération départementale des producteurs de fruits.

M.A. nous a tout de suite fait part de sa méfiance vis à vis des journaux qui dans leurs articles ou interview, ne reflètent pas la situation exacte des arboriculteurs (voir l'express qui donne en exemple le patron du domaine de «La Française» à Montélimar qui exploite 100 hectares en pommiers, pêchers et poiriers). Il nous a déclaré :

«Il y a 20 ans, les fruits se vendaient mieux qu'aujourd'hui. Une famille pouvait vivre en cultivant un hectare ; depuis plusieurs années, la mévente des fruits s'accroît, ce qui

est un problème bien différent de la sécheresse. Il y a 15 ans, les petits producteurs voulaient scier les arbres plantés par les grandes exploitations et c'est là que tout a com-

mencé, les gros ont mis la main sur le marché des fruits.

Et puis, il y a l'anarchie dans le système de production. Il y a quelques années, le préfet avait débloqué des crédits pour aider les producteurs à planter de bonnes variétés, aujourd'hui, les arbres commencent tout juste à produire et on nous dit d'arrêter ces variétés !

Dans des grandes exploitations, on produit de la pêche de bel aspect, mais fragile, tout cela au détriment de la qualité.

Qu'il s'agisse des subventions ou bien du retrait à qui cela profite-t-il ?

L'année dernière, par suite du gel, il n'y a pas eu de récolte, l'Etat a très «généreusement» accordé pour l'année 1 200 F par exploitation ce qui a permis à des boulangers en retraite, la femme d'un dentiste, des médecins etc... possédant quelques arbres de bénéficier de cette aide !

Pour le retrait, voilà comment cela se passe, les grosses exploitations qui ont les moyens d'assurer elles-mêmes le retrait (couper les branches) sur simple demande à la préfecture et sur constat d'hussier, peuvent annoncer les quantités qu'elles veulent. Il est bien connu dans la région que certains hussiers sont chaque semaine, invités par des pa-

trons de grandes exploitations chez Pic à Valence restaurant de la classe de Bocusse et cie !

Cette année les fruits se sont à peu près bien vendus jusqu'au 10 juillet.

La Fédération des producteurs de fruits de la Drôme et de l'Ardèche courant juin avait participé à la manifestation des producteurs du midi pour les soutenir, puis il y a eu Culoz où sur une centaine de participants, il n'y avait qu'une dizaine de gros producteurs.

Suite à Culoz, il y a eu trois inculpations pour la Drôme et rien pour l'Ardèche aussi, avons-nous poussé Gilbert Louis, président de la FDSEA de l'Ardèche à se dénoncer, ce qu'il a fait bien qu'il ne fut pas «chaud» du tout pour ça.

Ce que nous demandons : -un prix garanti pour un quota de production.

Après la manifestation de Valence où les forces de l'ordre ont été agressives, les gars étaient déçus de repartir comme ça, certains regrettaient de ne pas avoir pris le fusil, ils en ont assez de promesses et ce n'est pas la réunion prévue le 24 août au ministère de l'agriculture qui changera quelque chose.

Assez de paroles, des actes concrets !

LE «RETRAIT» NE PROFITE QU' AUX RICHES

Lorsque l'on paye un kilo de pêches entre 3,80 F et 5,50 F, on peut être surpris d'apprendre que des centaines de tonnes sont détruites, pour préserver les cours, alors que les producteurs se plaignent de vendre à perte.

Pour M. Bernard Perret-Ducray, président de la Fédération Nationale des producteurs de fruits, «ces retraits sont choquants, mais, dans l'organisation actuelle, ils sont un mal nécessaire. Les fruits comme les légumes, comme les vins français souffrent d'une politique européenne agricole élaborée alors que les politiques d'accompagnement prévues n'ont pas suivi, notamment en matière d'harmonisation des charges sociales et des monnaies».

Pour le petit producteur, le retrait n'est absolument pas nécessaire. Lui ne peut pas tricher tandis qu'un gros producteur qui a la possibilité de faire son retrait lui-même, sous contrôle d'hussier, peut faire une opération valable pour sa trésorerie en détruisant fictivement quelques centaines de tonnes. Certains gros producteurs ne tiennent d'ailleurs que grâce au retrait (cf. ci-joint les explications d'un dirigeant de la fédération de l'Ardèche des producteurs de fruits).

De plus, pour en bénéficier, il faut être affilié soit à un groupement, soit à une coopérative, ce qui n'est pas le cas de nombreux petits producteurs indépendants qui de ce fait n'ont droit à aucune indemnisation.

La formation du gouvernement Barre

DOSAGES GISCARDIENS POUR UNE POLITIQUE D'AUSTERITE

SUITE DE LA P.1

L'ouverture au centre gauche concrétisée par la nomination de Brousse, récent transfuge du mouvement des radicaux de gauche montre toutes ses limites. Mais dans sa position actuelle, tout est bon à prendre pour le pouvoir même le plus minime des apports de voix, la décision aux prochaines élections peut se faire sur quelques dizaines de milliers de voix.

UN CLAN DE L'UDR CONTRE L'AUTRE

Une caractéristique essentielle de ce nouveau gouvernement réside dans le choix des ministres UDR : Guichard, Boulin et Bourges. Manifestement, il s'agit de parer aux conséquences du départ de Chirac et d'empêcher la contre-offensive de l'UDR. Il y a deux ans, Giscard avait joué Chirac contre

Chaban pour se faire élire et neutraliser les oppositions de l'UDR.

Aujourd'hui, il réitère cette opération en sens inverse, Guichard, «baron» du gaullisme, influent dans l'UDR et Boulin sont plus proches de Chaban Delmas dont ils soutenaient la candidature que de Chirac. Boulin avait même quitté l'UDR lorsque Chirac avait par un coup de force pris le pouvoir ; sa nomination comme ministre chargé des relations avec l'UDR est destinée à neutraliser une partie du groupe parlementaire UDR. Quant à Bourges, son maintien récompense son activité d'espion de Giscard dans les réunions des ministres UDR organisées par Chirac.

Enfin, la personnalité même de Barre qui n'est membre d'aucun parti politique vise à atténuer les divisions de la coalition présidentielle. Ses antécédents dans les cabinets ministériels lui ont gagné l'appui de nombreux UDR : Debré hier à Radio France en faisait l'éloge.

UN DOSAGE FRAGILE

Ce minutieux dosage, fonction des problèmes auxquels le gouvernement sera confronté, est pourtant bien impuissant à résoudre les différents aspects de la crise. C'est que la crise dans ses fondements est politique. Ce gouvernement est incapable de gagner le soutien ou même la neutralité d'une fraction des travailleurs, sans lequel il ne pourra pas faire passer sa politique anti-populaire. C'est pourquoi nous pouvons être sûrs que les mois qui viennent verront ses difficultés s'accroître et les luttes s'amplifier.

S. LIVET

BARRE NOUS PROMET : «UN VIGOUREUX EFFORT DE DISCIPLINE COLLECTIVE»

L'éloge faite par Giscard de son nouveau premier ministre «le meilleur économiste de France», la satisfaction des milieux boursiers, les félicitations chaleureuses de Callaghan et de Schmidt à Raymond Barre, laissent augurer de ce que sera la politique économique et sociale du nouveau gouvernement. Dès sa nomination, Barre déclarait : «L'objectif principal de la politique du nouveau gouvernement sera de combattre l'inflation et de maintenir la stabilité de notre monnaie». Notons que la question du chômage est reléguée à l'arrière plan, il n'en est même pas question dans les déclarations actuelles de Barre et de Giscard.

Quelles seront les méthodes de ce «technicien de l'économie» pour combattre l'inflation ? A travers ses prises de positions récentes avant sa nomination et son activité à la Commission Exécutive du Marché Commun, on peut s'en faire une première idée.

Pour stopper l'inflation, il a proposé deux séries de mesures. Les mesures classiques de politique des revenus, c'est à dire de blocage des salaires : «La compétitivité de l'économie française ne sera durablement acquise... que lorsque se sera produit dans notre pays une stabilisation temporaire, mais équilibrée du pouvoir d'achat».

Et dans cette déclaration extraite d'une interview à «L'Express», il fait l'éloge de la Grande-Bretagne qui s'est «courageusement» engagé sur la voie de la réduction du pouvoir d'achat.

ACCÉLÉRER LES RESTRUCTURATIONS

L'action contre l'inflation doit s'exercer selon lui à un autre niveau, celui des «structures» : «Il existe en France, dans beaucoup de secteurs de l'é-

conomie, par exemple dans l'agriculture, le commerce, dans l'activité de la construction, des mécanismes souvent mis en place avec l'accord de l'Etat qui créent des rigidités dans l'emploi des ressources économiques... Les politiques conjoncturelles de lutte contre l'inflation n'auront toujours que des effets partiels et limités dans le temps, si elles ne sont pas accompagnées de politiques à plus long terme tendant à réformer patiemment et fermement les structures de l'économie française... C'est à dire que Barre accélérera le processus de concentration et de restructurations dans l'industrie et le commerce, l'élimination des entreprises non compétitives et des «canards boiteux». D'où l'inquiétude de la confédération des PME qui craint que «la démission du gouvernement n'aggrave la situation précaire de nos entreprises...». Les petits patrons craignent évidemment que les entreprises qui ne sont pas de taille à faire face à la concurrence soient éliminées. Mais eux, trouveront toujours une autre solution que le chômage. Par contre les restructurations signifient pour les travailleurs de nouveaux licenciements, des compressions d'effectifs...

RÉDUCTION DE LA CONSUMMATION

Pour dégager des sources de financement des investissements et améliorer la balance commerciale, Barre préconise une réduction de la consommation : «Il faut obtenir une moindre progression de la consommation en termes réels. De même que la France devra accepter une moindre augmentation de son niveau de vie, de même, elle devra dégager une importante épargne collective». La réduction du pouvoir d'achat devra s'accompagner d'une réduction de la consommation qui devrait selon Barre, permettre d'exporter plus en particulier en Europe.

Considéré comme un ferme partisan de l'Europe, Barre est en fait un défenseur de l'intégration économique et monétaire européenne, un admirateur des méthodes en vigueur en Angleterre et en Allemagne pour le blocage des salaires. Il est à l'origine du serpent monétaire européen qui a de fait amené l'assujettissement des monnaies européennes au Mark.

Les perspectives ouvertes par la nomination de Barre : augmentation du chômage, austérité, baisse des salaires, limitation de la consommation et intégration plus poussée dans une Europe dominée par l'Allemagne se heurteront à la résistance des travailleurs, pour qui la faiblesse et les difficultés de l'impérialisme français par rapport à ses rivaux ne peut que constituer un encouragement à lui porter des coups. Ils refuseront ce «vigoureux effort de discipline collective en matière de rémunération et de prix» que demande le remplaçant de Chirac.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Premier ministre, ministre de l'économie et des finances : **Raymond BARRE**

Ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice : **Olivier GUICHARD (UDR)**

Ministre d'Etat, ministre de l'aménagement du territoire et du plan : **Jean LECANUET (CDS)**

Ministre d'Etat, ministre de l'intérieur : **Michel PONIATOWSKI (R.I.)**

Ministre des affaires étrangères : **Louis de Guéringaud**

Ministre de la défense : **Yvon BOURGES (UDR)**

Ministre de la santé : **Simone VEIL**

Ministre de l'éducation : **René HABY**

Ministre de l'équipement : **Jean-Pierre FOURCADE (RI)**

Ministre de l'industrie et de la recherche : **Michel D'ORNANO (R.I.)**

Ministre de la coopération : **Robert GAL'LEY (UDR)**

Ministre délégué auprès du ministre des finances : **Michel DURAFOR (Rad.)**

Ministre du commerce et de l'artisanat : **BROUSSE (Transfuge Rad. de gauche)**

Ministre chargé des relations avec le parlement : **Robert BOULIN (UDR)**

Ministre de l'agriculture : **Christian BONNET (R.I.)**

Ministre de la qualité de la vie : **Vincent ANSQUER (UDR)**

Ministre du commerce extérieur : **André ROSSI (Rad.)**

Ministre du travail : **BELAC (directeur de la régie Renault)**

SECRÉTAIRES D'ETAT :

Tourisme : **Jacques MEDECIN (R.I.)**

P.T.T. : **Norbert SEGARD (UDR)**

Anciens combattants : **André BORD (UDR)**

Culture : **Françoise GIROUD (Rad.)**

Université : **Alice SAUNIER-SEITÉ**

Fonction publique : **LIGOT (R.I.)**

Auprès du premier ministre : **RUFFENACHT (UDR)**

DOM-TOM : **Olivier STIRN (UDR)**

Affaires étrangères : **Pierre-Christian TAITTINGER-UDR**

Budget : **Christian PONCELET (UDR)**

Consommation : **Christiane SCRIVENER (R.I.)**

Transports : **Marcel CAVAILLÉ**

Logement : **Jacques BARROT (CDS)**

Agriculture : **MÉHAIGNERIE (CDS)**

Immigration : **Paul DIJOU (R.I.)**

Travailleurs manuels : **Lionel STOLERU**

Action sociale : **LENOIR**

Environnement : **Jean-Pierre SOISSON (R.I.)**

CEUX QUI QUITTENT LE GOUVERNEMENT

Trois ministres :

Jean SAUVAGNARGUES, sans étiquette, ancien ministre des affaires étrangères.

Jean de LIPKOWSKI (UDR), ancien ministre de la coopération.

André FOSSET (réform.), ancien ministre de la qualité de la vie.

Sept secrétaires d'Etat :

René TOMASINI (UDR), relations avec le parlement.

Gabriel PERONNET (réform.), fonction publique.

Hélène DORLHAC (R.I.), condition pénitentiaire.

Bernard DESTREMAU (R.I.), secrétaire d'Etat auprès des affaires étrangères.

Pierre MAZEAUD (UDR), jeunesse et sports.

Paul GRANET (UDR), environnement.

Jean TIBERI (UDR), industries agro-alimentaires.

SCHMIDT À BARRE :

«J'envisage avec de grands espoirs notre coopération».

De fait, quand il était vice-président de la Commission économique européenne, Barre a montré qu'il était prêt à suivre le sillage de l'impérialisme allemand, notamment sur les questions monétaires. C'est un des inventeurs du «serpent monétaire».

CEYRAC EST SATISFAIT

«Je fais confiance aux qualités exceptionnelles de M. Barre pour surmonter les périls», a déclaré Ceyrac au micro de France Inter. Ce que Ceyrac apprécie particulièrement chez Barre c'est sa volonté de limiter les hausses de salaire «leur progression a été de 15 % alors que les prix n'ont augmenté que de 10 %». C'est un fait qui doit être examiné avec beaucoup d'attention a-t-il précisé. Ceyrac et Barre chantent en somme leur couplet antisocial et, semble-t-il, en parfaite harmonie.

Dimanche soir à la télévision sur FR3, «LA VIE EST A NOUS», film de Jean Renoir, pour la propagande du PCF, réalisé au début de 1936. A voir pour comprendre la ligne du PCF en 1936.

HAUSSE DES PRIX : 1 % en juillet

En juillet, la hausse des prix a été de 1 % selon l'indice officiel. Toujours selon le même indice, la hausse des prix aura donc été de 9,4 % en un an.

La hausse touche particulièrement les services : plus 2 %, c'est-à-dire les transports, le timbre-poste, les soins médicaux... Selon l'indice, les prix alimentaires n'auraient augmenté que de 0,4 % en juillet : ce chiffre correspond mal aux prix élevés auquel les familles populaires des villes devaient payer les fruits et les légumes ; étant donnée la saison, les prix de ces produits auraient dû baisser de Juin à Juillet.

Les hausses des prix touchent donc en premier lieu les produits de consommation populaire (alors que les produits industriels n'ont augmenté que de 0,4 %). On voit le mensonge éhonté que représentent les déclarations gouvernementales qui s'appuient sur de tels indices pour prétendre que les salaires grimpent plus vite que les prix !

● **DEBRÉ D'ACCORD AVEC MITTERRAND** : Debré hier à Radio-France, a déclaré : «Les propositions économiques de Mitterrand rejoignent les miennes». De la part d'un partisan de la politique des revenus, cette appréciation

positive du programme économique de Mitterrand montre qu'à gauche comme à droite, c'est à des variantes près, une politique d'austérité qu'on veut imposer aux travailleurs.

PAYSANS EN LUTTE



LES SOLDATS AFFIRMENT LEUR SOLIDARITÉ AUX PAYSANS

Communiqué de presse

Depuis deux mois, l'armée est utilisée pour ramasser la paille qui servira de fourrage au bétail des paysans victimes de la sécheresse. En réalité, à travers cette opération baptisée «Solidarité Nationale», le pouvoir vise d'autres objectifs :

1 - Faire une opération publicitaire à peu de frais autour de son armée, visant à camoufler sa crise interne en lui redonnant un idéal.

eaux). N'oublions pas que cette armée de «Solidarité Nationale» est celle qui brise les grèves, expulse les paysans (Larzac, Fontevault).

3 - Habituer une population jugée globalement peu «sûre» (au pouvoir en place, cela s'entend) à sa présence : la région est quadrillée en permanence (troupes en manœuvres, matériel, convois...)

2 - Renforcer le mythe de la «neutralité» de l'armée en faisant croire aux travailleurs qu'elle est à leur service, alors qu'il s'agit de limiter les dégâts d'une situation dont le gouvernement est largement responsable, (ex : la politique d'utilisation des

4 - Expérimenter sur le terrain les effets de manœuvres militaires au sein de la population civile.

Tout ceci est l'application de la nouvelle orientation militaire définie par Giscard.

Une armée orientée vers des tâches de maintien de l'ordre (aussi bien en France qu'au niveau de l'Europe méditerranéenne...)

— Nous dénonçons cette opération «Solidarité Nationale» comme une brimade supplémentaire face à nos revendications de citoyens (cf. le nouveau règlement), car elle se fait sur le dos des soldats.

— Nous travaillons 8 à 10 H par jour pour une prime dérisoire de 20,30 F par jour, (ceux qui ont ramassé le maïs et les pommes de terre, il y a trois ans, l'attendent toujours...)

Comme tous les travailleurs, nous exigeons le SMIC pour 40 H, des conditions d'hygiène et de sécurité décentes.

(Souvent, nous n'avons pas de quoi nous laver correctement et les accidents se multiplient jusqu'au drame qui a causé la mort d'un appelé du 60^e R.I. de Lons-le-Saulnier en août).

Si cette opération peut se dérouler dans des conditions aussi désastreuses pour les soldats, c'est que nous n'avons à aucun moment le droit de décider de ce qui nous concerne directement.

Nous exigeons le droit d'expression et d'organisation dans les casernes.

Car, dans cette armée, qui cherche à se donner beau visage, des dizaines de soldats sont emprisonnés durant deux mois, sans jugement, pour avoir réclamé nos droits démocratiques à l'armée.

Soldats, sous l'uniforme, nous restons des travailleurs ! Nous sommes entièrement solidaires des luttes des paysans contre les conséquences de l'anarchie capitaliste et contre la restructuration de la paysannerie, entraînée par la course au profit des gros et que va accentuer la sécheresse.

Coordination de soldats des Régiments participant à l'opération «paille» au Sud de la Beauce

Sécheresse

INTERVIEW D'UN PETIT PAYSAN D'OCTEVILLE (Manche)

Quotidien du Peuple : Quelles sont les conséquences de la sécheresse pour vous ?

QdP : Cette sécheresse ne va-t-elle pas permettre d'éliminer un certain nombre de petits paysans ?

faire tourner l'économie et non pas pour s'occuper du paysan. Avec la sécheresse, ils ont deux fois plus de travail.

Réponse : Il faut déjà préciser que nous sommes dans la région du Cotentin, vers Cherbourg. Avec la sécheresse, on est obligé de nourrir les bêtes avec du fourrage de remplacement. Déjà en juin, on n'a pas pu tellement récolter d'herbe, car il a fait très sec ; nous n'avons pas eu d'eau depuis mai. Les vaches sont donc nourries au fourrage et au concentré, ce qui revient très très cher : le fourrage se négocie entre 80 et 100 000 A.F. la tonne, le concentré entre 1 F et 1,20 F le kilo. Ici, il n'y a que des petites fermes entre 15 et 20 ha (sauf quelques unes de 30), partagées entre petits propriétaires et fermiers. C'est donc catastrophique, car si pour certains, les gros, cela a pour conséquence de leur faire faire moins de bénéfices, dans la région parisienne par exemple, si pour d'autres, les moyens, qui se sont lancés dans des exploitations modernes et qui ont de grosses charges d'emprunts, c'est déjà catastrophique, pour nous c'est encore pire : le problème, c'est de nourrir les bestiaux. Il y a aussi des difficultés de trésorerie, car, quand tu fais une soixantaine de litres de lait par jour ou moins, tu vois un peu !

— Bien sûr, on peut espérer que non, vu que ces dernières années, il y en a déjà eu pas mal ; dans un certain sens, qu'il y en ait un certain nombre qui soient mis sur la touche, c'est le souhait du gouvernement ; ceci dit, ils n'ont pas intérêt à trop accélérer la chose tout de suite... il y a les élections en 78.

QdP : Que pensez-vous des mesures qui ont été prises par le gouvernement ?

— Les 200 F par bête ? Quand vous pensez ce que ça coûte à nourrir les bêtes ! Pour vous citer un chiffre, je leur donne douze balles de foin, environ 17 kilos par jour, 40 kilos de concentré. A 80 000 AF la tonne, ces mesures n'iront pas bien loin. Ces mesures sont en fait pour faire patienter les petits paysans, les calmer ; le ministre sortant parlait de la carotte et du bâton : c'est un peu ça. Ils comptent aussi sur un certain découragement : avec la sécheresse, les paysans sont tout le temps après courir les bestiaux, ils ont beaucoup de travail. En Bretagne, j'ai vu des gens qui font une vingtaine de kilomètres par jour pour avoir une tonne de flotte car ils n'ont pas l'eau de la ville ; ce sont des gens qui ont investi pendant un moment : on leur a fait croire qu'ils amélioreraient leur condition ainsi ; en fait, on leur a fait investir uniquement pour

En plus, le gouvernement compte sur la sécheresse pour cacher sa responsabilité, la vraie. Mais ce n'est pas sûr que ça marche !

QdP : Le gouvernement parle d'un nouvel impôt exceptionnel...

— Je pense qu'il faudrait d'abord taxer ceux qui fabriquent par exemple les produits de remplacement. Enfin, c'est un peu illusoire, car ces gens-là sont là pour faire du profit. Et puis, on va nous prêter un peu d'un côté pour nous reprendre de l'autre. C'est toujours les mêmes qui vont en profiter : les gros, les intermédiaires ; j'ai un beau-frère qui, à côté des vaches, faisait du blé ; il l'a vendu 70 000 A.F. la tonne et il a été revendu 100 000 F.

QdP : Vous louez une ferme ?

— Oui, il y a la question du fermage qu'on paye au propriétaire ! On n'a pas récolté grand chose mais le fermage ne va pas changer, lui ! Il y a d'ailleurs un truc bizarre : les maires des communes ici, rappellent dans les journaux qu'il va y avoir des dégrèvements d'impôts fonciers. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas une bonne solution, vu que le dégrèvement, il va bien sûr au propriétaire ! Tout ça fait qu'un de ces jours, ça risque de craquer...

QdP : A combien se situe la baisse de production du lait ?

— Certains disent 15 à 20 % mais pour nous ici, c'est 50 % ; et sur l'ensemble, des bêtes qui étaient vélées et qui, renouvelées en mars-avril, donnaient en temps normal un petit peu de lait, à ce moment-là (la repousse), risquent d'en donner beaucoup moins.

QdP : Comment voyez-vous cet hiver ?

— Si l'on a un hiver doux, qu'il y a un petit peu d'herbe, ça peut sauver des choses, mais sinon... On n'a pas pu faire de culture dérobées : certains ont fait du chou, d'autres du maïs, mais il y a eu 40 % de rendement en moins et 50 % dans certaines parcelles. Ça ne va pas être gai ! Soit il va falloir emprunter, soit vendre les bêtes.

QdP : Pourrez-vous emprunter ?

— Ecoutez, en règle générale, comme toutes les banques, car pour moi, le Crédit Agricole c'est une banque, il prête à celui qui a de quoi cautionner, qui a du bien. Autrement dit, on ne prête pas à n'importe qui.

Contre l'intégration par les firmes agro-alimentaires

EXTRAITS D'UN COMMUNIQUÉ DE LA SECTION PORCINE DE LA FDSEA DU JURA

La section, (...) «après avoir entendu les représentants du Syndicat de Défense constitué par les producteurs concernés par Sanders Dôle :

- Constate que Sanders Dôle, notamment par le biais de ses dirigeants, est le seul responsable de la situation dans laquelle se trouvent les éleveurs intégrés à cette entreprise ;

- Constate que les éleveurs sont acculés à la faillite à cause des méthodes sauvages d'intégration ;

- Condamne les formes d'intégration actuelles qui font de l'agriculteur un pion dans le jeu des profits réalisés par l'industrie de l'aliment du bétail ;

- Met en garde tous les griculteurs contre toutes les formes d'intégration, quelle que soit la production, qui conduisent les producteurs dans des situations de catastrophe ;

- décide de soutenir l'action du Syndicat de défense constitué par les producteurs concernés par Sanders Dôle ;

- Prend toute disposition pour que la lumière soit faite sur cette affaire et pour que la justice soit rendue ;

- Demande un prix minimum garanti en fonction des coûts de production, garantissant une rémunération du travail pour un volume de production à déterminer ;

- Demande à tous les éleveurs concernés par l'intégration d'où qu'elle vienne de se faire connaître, pour que tous soient défendus.»

L'«aide» décidée par le gouvernement : on est bien loin du compte !

QUELQUES CHIFFRES QUI LE MONTRENT

RATION POUR UNE VACHE DE VIANDE

Ration uniquement de survie et non de production :	
Paille, 10 kg × 0,40 F :	4 F
Rumilix, 1 kg :	1,50 F
Complément minéral, 150 g :	0,50 F
Total :	6 F

Coût de nourriture d'une vache pendant un mois :
6 F × 30 = 180 F
Il faut compter sept mois de nourriture pour elle jusqu'au printemps :
180 F × 7 = 1 260 F

RATION POUR UNE VACHE LAITIÈRE EN PRODUCTION

Pour une production de 10 l de lait :	
ration de base - foin : 6 kg × 1 F =	6 F
Céréales :	4 kg × 0,90 F = 4,05 F
Tourteaux :	1 kg × 1,40 F = 1,40 F
Minéraux :	150 à 200 g = 0,50 F
Total	11,95 F

Coût de nourriture pour un mois :
11,95 × 30 = 358,50 F

Coût de nourriture pour sept mois :
ORM muellin 358,50 F × 7 = 2 409,50 F

LUTTES OUVRIÈRES

LES OBSTINÉS DE L'IMRO FACE A L'AVENIR DE LEUR LUTTE

Le 17 juillet, à 4 h du matin, plus de 150 flics descendent de leurs fourgons et investissent l'imprimerie IMRO occupée par les travailleurs depuis dix mois. Une surprise ? Non. Dix mois d'une lutte offensive, menée sans répit contre les licenciements leur ont appris, par expérience, que la bourgeoisie avait laissé entendre que le préfet attendait « le moment propice » pour faire exécuter l'avis d'expulsion prononcé en janvier 76. Par ce fait, juillet, avec les usines vides de travailleurs, était la menace précise pour les travailleurs de l'IMRO de voir les flics s'installer à leur place.

Ils s'étaient préparés à cette éventualité : les affiches et tracts dénonçant l'agression policière étaient prêts et ont été distribués en masse dès le lendemain. Prévenus de cette menace, n'était-il donc pas possible de résister, d'associer d'autres travailleurs à la défense de l'usine ? « On y avait pensé » répond un des animateurs de la lutte. « On avait mis en place un réseau téléphonique afin d'alerter un maximum de gars. S'il n'a pas fonctionné, c'est en partie à cause d'une erreur d'apprécia-

tion de notre part sur l'imminence de l'arrivée des flics. On les a vu se masser par cars entiers auprès du commissariat central. On a pensé au début que c'était une « opération coup de poing ». C'est devenu monnaie courante ici. On a compris trop tard que c'était pour nous. On a à peine eu le temps de déménager tout ce qu'on voulait sortir ». Le camarade fera remarquer aussi que bien des hésitations demandaient à être levées quant à la possibilité d'une résistance victorieuse à l'assaut policier.

LES RÉVISIONNISTES DANS LA FFTL ONT EMPECHÉ LE MOUVEMENT DE SOLIDARITÉ

De la sorte, le mois de juillet aidant, l'élan de protestation que les travail-

grève lancé par la FFTL et l'UD-CGT pouvait donner à ce mouvement de pro-

EVITER LE PIÈGE DE LA DISPERSION

Aujourd'hui, il s'agit de poursuivre le combat pour la réouverture de l'imprimerie tout en étant privé des moyens qu'offrait l'outil de travail à leur disposition et qu'ils utilisaient avec une rare compétence. Plus de trente d'entre eux sur les 125 ouvriers que comptait l'entreprise continuent de prendre une part active aux tâches de la lutte. Ils poursuivent leur effort pour associer la soixantaine de camarades qui sont toujours sans travail et qui ont momentanément cédé au découragement. Il leur fallait à tout prix éviter le piège de la dispersion : ils continuent chaque semaine de tenir l'assemblée générale dans des locaux prêtés bénévolement. Réunis cet été pour des vacances communes, ils ont commencé de dresser le bilan de près d'un an de lutte qu'on lira prochainement dans le numéro 6 de leur journal (« Spécial-licenciements ») auquel ils mettent la dernière main.

ILS PRÉPARENT LA RENTRÉE

Sceptiques quant à la possibilité d'une reprise

prochaine de l'imprimerie par une société éditrice de journaux de course de chevaux (qui était déjà le plus gros client de l'IMRO),

ils se préparent à une lutte de longue haleine.

Pour cette raison et parce qu'ils entendent se mêler au combat de toutes

les entreprises en lutte aujourd'hui, ils seront présents à la seconde coordination chez les Lip, le 5 septembre prochain.

ROUEN QUADRILLÉ PAR LES FLICS !



Les camionnettes de flics stationnent jour et nuit devant l'imprimerie au 25, rue du Pré-de-la-Bataille. Le dispositif policier dans ce vieux quartier de Rouen à deux pas de la Seine est à la hauteur des craintes de la bourgeoisie de voir un mouvement organisé autour des travailleurs de l'IMRO reprendre l'imprimerie : flics aux quatre coins des rues, équipés de talkies-walkies, rondes à vélomoteurs, renseignements généraux, etc. A peine étaient-ils ren-

trés dans l'usine le 17 juillet, que les huissiers ordonnaient de barricader portes et fenêtres en soudant les volets de fer.

Il ne fait pas bon y flâner. Un des travailleurs expulsés de l'IMRO nous racontait sa récente mésaventure : passant à vélo devant la boîte, il décidait de s'y arrêter, histoire de voir... A peine avait-il posé le pied sur le trottoir et c'était le contrôle d'identité et le fourgon !

Au demeurant, la ville de Rouen, dans son ensemble, sous l'impulsion de Lecanuet, revêt chaque jour un peu plus l'uniforme de la société giscardienne avancée : les képis bleus, matraque à la ceinture y pullulent... jusqu'aux chiens qui apparaissent dès 10 heures du soir dans le centre ville.

On comprend dès lors pourquoi pour Lecanuet, la lutte d'IMRO est le « mauvais exemple », une verrue trop voyante dans un paysage social pourtant de plus en plus agité : toute l'année passée a été marquée par les conflits durs des chantiers de Normandie, des Tissages St Sever... D'autres luttes se préparent comme à la CFEM où des licenciements sont annoncés pour les semaines à venir.

Lecanuet et toute cette bourgeoisie rouennaise « rassurée » par sa flicaille sur le qui-vive doit bien se mettre dans la tête que les travailleurs d'IMRO n'ont pas dit leur dernier mot !

(à suivre)

HALTE A LA REPRESSION POLICIÈRE



Contre les Travailleurs
de l'IMprimerie ROUENNAISE

C. G. T. - LIVRE

leurs d'IMRO avaient suscité et tenté d'organiser à eu les ailes coupées. Bien qu'en fait des anciens ouvriers de l'IMRO, aujourd'hui reclassés dans d'autres imprimeries de la région aient impulsé des grèves et des débrayages de solidarité suivis à 100 %. Bien que la presse de Seine-Maritime ne soit pas parue le lendemain.

Seul un mot d'ordre de

testation une ampleur nationale, comme cela avait été le cas pour Caron-Ozanne. La direction révisionniste de la FFTL s'y est refusée, une manière bien à elle, sans doute, de régler ses comptes avec la 22^e section des travailleurs du livre de Rouen et les travailleurs de l'IMRO qui développent une pratique syndicale non conforme aux vues de ces messieurs du P«C»F.

SNCF : MOUVEMENT DE GRÈVE DU 1ER AU 6 SEPTEMBRE LES ROULANTS À L'OFFENSIVE CONTRE LES CLASSIFICATIONS QUI DIVISENT !

Dans la foulée des mouvements de grève engagés dans nombre de dépôts, à commencer par Marseille et la région Sud, puis les régions Ouest, Sud-Ouest ainsi que les dépôts parisiens et la région Rhône-Alpes, au cours des deux premières semaines d'août, les fédérations cheminots CGT et CFDT, à l'issue d'une rencontre où elles ont tiré le bilan de ces actions, ont décidé d'appeler l'ensemble des agents de conduite de la SNCF à un mouvement de grève nationale à compter du 1^{er} septembre à 6 h jusqu'au 6 septembre à 6 h. Sur la base de cet appel commun des fédérations, des rencontres localisées CGT et CFDT devront déterminer les formes d'action de cette grève qui devra comporter « un temps fort le vendredi 3 septembre ».

LET 5, GRADE DE DIVISION

L'objectif de ce mouvement qui est d'emblée limité à la seule catégorie des agents de conduite, est le même que celui qui avait été

en partie à l'origine de la grande grève de mars-avril et qui a été la cible des actions engagées cet été : il s'agit d'exiger la suppression du grade T 5, nouveau grade de division introduit en douce par la direction de la SNCF à la fin des négociations salariales de 1976.

Grade de division, en effet, puisqu'il vise, sous couvert de promouvoir une « super-catégorie » de conducteurs de trains rapides ou de trains durs, à constituer une élite de « barons du rail » à laquelle les agents ne pourraient de toute façon accéder qu'en fin de carrière.

Ce faisant, la SNCF amène insidieusement les agents à des prolongements de carrière au-delà de l'âge fixé à 50 ans afin de bénéficier des avantages de ce grade. Comment ne pas voir, disent les cheminots, une tentative pour amener l'âge de la retraite à 55 ans au cas où ces prolongements volontaires de carrière se généralisaient ?

LES MOTIFS AVANCÉS PAR LES FÉDÉRATIONS CGT ET CFDT

On peut toutefois s'inter-

roger sur les raisons qui ont poussé les directions fédérales CGT et CFDT à donner dès les premiers jours de la rentrée, une dimension nationale à ce mouvement alors qu'elles s'étaient montrées peu pressées de généraliser les actions engagées au mois d'août.

Trois raisons essentielles sont invoquées dans l'appel commun : la nécessité tout d'abord « d'intensifier l'action en vue de précipiter des négociations ». D'autre part, les fédérations constatent que le mouvement largement suivi jusqu'à présent par une majorité d'agents, a amené la désaffection d'un nombre non négligeable d'adhérents de la FGAAC à l'égard de leur fédération qui a depuis longtemps baissé les bras. La direction fédérale CGT en particulier, ne dédaignerait pas, à cette occasion, ramener dans son giron, une partie de ces « démissionnaires » de la Fédération autonome. Enfin, et c'est la raison essentielle, les directions fédérales sont obligées de prendre en compte une volonté redoublée chez les agents d'arracher la suppres-

sion de ce grade de division et un relèvement des autres coefficients.

S'ajoute à cela, le fait (non encore confirmé) que Cavallé, ministre des transports aurait donné le feu vert pour la mise en application immédiate de la nouvelle classification.

LE CHOIX DU MOMENT

Reste le choix du moment. Là, certaines directions locales auront bien du mal à faire accepter par les agents les plus combatifs le choix de la semaine du 1^{er} au 6 septembre. Ainsi à Nantes, le Syndicat CFDT, sur la base d'un référendum auprès de ses adhérents, avait décidé d'appeler seul à une grève de 48 h les 28 et 29 août, au moment des grands retours de vacances. Les tracts d'appel étaient déjà tirés. Il faudra aux dirigeants régionaux de bien solides arguments pour expliquer à leurs adhérents « qu'après tout la période définitivement retenue est tout aussi efficace que le choix préalable du syndicat de Nantes » !

INFORMATIONS GÉNÉRALES

MGR LEFEBVRE

DE L'INTEGRISME AU FASCISME

Mgr Lefebvre, maintenant sa position, organisera dimanche prochain à Lille une messe traditionaliste en latin. Malgré les tentatives de rapprochement amorcées par le pape, il persiste donc dans son attachement à la tradition. Cette «affaire Lefebvre» témoigne des contradictions qui agitent l'Eglise à l'heure actuelle. Toutefois ces contradictions ne se résument pas, comme la presse tente de le faire croire, à une opposition entre des «modernistes» et des traditionalistes et l'opposition entre Paul VI et Mgr Lefebvre est moins radicale qu'il n'y paraît.

Traditionnellement, l'Eglise a toujours été du côté des classes exploiteuses contre les exploités, à qui elle prêchait la patience et la soumission à l'ordre établi. La classe ouvrière ne s'est pas laissée mener en bateau. Elle a très vite distingué clairement ce rôle de chien de garde idéologique et elle s'est détournée largement des illusions. Il s'est produit alors un phénomène très important de rejet de l'Eglise par la classe ouvrière. Cette déchristianisation a vivement inquiété la hiérarchie : il lui fallait retrouver son influence sinon elle ne pourrait plus jouer son rôle efficacement. Il était donc nécessaire de se «moderniser», de ravalier la façade, sans pour autant changer le fond, qui est sa raison d'être.

tions entre tendances de la bourgeoisie. L'une qui dit que pour se faire mieux accepter, l'Eglise doit s'adapter ; l'autre qui dit qu'au contraire, elle doit s'accrocher à la tradition. C'est cette seconde tendance que représente Lefebvre : celle qui a pactisé avec les nazis en la personne de Pie XII, celle qui bénissait les troupes qui partaient «civiliser» le Vietnam en la personne de Spellman, celle qui bénit les ca-

et Lefebvre, la différence n'est que de moyen, le but est le même. Ses campagnes hystériques contre l'avortement, contre le divorce suffisent à le montrer. Par ailleurs, la crise idéologique et politique du capitalisme amène encore aujourd'hui des chrétiens à se rendre compte de la réalité du rôle de l'Eglise. Ceux-ci sont énergiquement réprimés : Don Franzoni, qui approuvait l'autorisation du divorce et de l'avortement, Girardi, chassé de son poste à Rome, puis à Paris, puis à Bruxelles en raison de ses positions progressistes. On voit par opposition que la querelle entre Lefebvre et Paul VI est une querelle entre gens du même milieu et qui ont les mêmes buts.

Yves BEAUMONT



nons de toutes les guerres impérialistes. «J'en arrive à soutenir que la dictature, quand elle a des principes moraux chrétiens, peut être acceptable. Elle ne l'est pas tant dans la société que dans l'Eglise, quand elle s'inspire du communisme». C'est ce que vient de déclarer Mgr Lefebvre à l'hebdomadaire italien «Européo». De l'intégrisme au fascisme, comme on le voit il n'y a pas bien loin...

Face à cela, le pape ne représente pas bien sûr les forces de progrès. Entre lui

**DIS-MOI
QUI TU HANTES...**
On a les soutiens qu'on peut. Aux sorties de métro, des affiches appellent à soutenir Lefebvre : contre l'avortement, contre l'anti-militarisme, contre la drogue, contre la délinquance, etc... Elles ne sont pas signées mais on devine facilement d'où elles viennent. Quant à «Minute», ce torchon fasciste clame à la une : «Mgr Lefebvre, tenez bon».

Toutefois toutes ces pressions de la lutte de classes, conjuguées avec l'évolution du monde et des connaissances qui rendent certains dogmes impossibles à soutenir sérieusement, ont contraint l'Eglise à rénover sa présentation.

Il en résulte des contradic-

Qui est Lefebvre ?

C'est dans le cadre de ces contradictions internes de l'Eglise que se situe l'affaire Lefebvre. Fils d'industriel du Nord, il est resté fidèle serviteur de sa classe. Il se distingue comme évêque des colonialistes, à Dakar, où il exerce les fonctions de délégué apostolique pour toute l'Afrique francophone. Il met en place la hiérarchie de l'Eglise africaine, qui est particulièrement conservatrice. Puis il devient évêque de Tulle. Il est ensuite nommé supérieur général des spiritains, fonction dont il est démis en 1968, tant son conservatisme irrite. En effet dès 1963 il réclame le maintien de la soutane pour les prêtres (avait-il peur de prendre froid ?). En 1968, il refuse d'abandonner la messe en latin. Lors du Concile Vatican II, il s'était opposé à toutes les réformes, notamment à une relative démocratisation du fonctionnement de l'Eglise et à la reconnaissance de l'existence d'autres religions.

A Milan, 10, 100 Seveso peuvent se produire

«La zone industrielle de Milan est une véritable pou-rière où peuvent se produire dix, cent Seveso, si rien n'est fait pour renforcer la surveillance et la sécurité». C'est ce que vient de déclarer Luigi Cipriani, chef de l'inspection du travail de la région. L'enquête menée par l'inspection a montré le non respect général des règles de sécurité dans les 300 usines inspectées. 5 infractions graves ont été relevées en moyenne par usine.

Il est curieux que ce soit seulement aujourd'hui que les services de sécurité de la région révèlent ces faits, alors que depuis des années, les travailleurs les dénoncent. Cela traduit certainement la gêne du gouvernement régional (de gauche) devant l'indignation soulevée par Seveso et les révélations qui suivirent. A Seveso, quatre

FIN DE LA GRÈVE DE «FRANCE-SOIR»

LA MAIN MISE DE HERSANT INEVITABLE

Les journalistes de France Soir ont décidé de reprendre le travail à l'issue de la grève de 48 heures qu'ils avaient reprise à l'occasion de la journée nationale d'action organisée par l'Union Nationale des Syndicats de Journalistes.

A l'unanimité moins huit voix, la motion suivante était votée : «Plus que jamais, la rédaction de France Soir exige que le journal soit libéré d'une emprise abusive, contraire à la législation de la République, contraire aux intérêts des lecteurs, contraire à la dignité des journalistes... La rédaction décide de suspendre la grève aux conditions suivantes... Mr Goddyn (le président du syndicat de la Presse Parisienne) prend l'engagement d'ouvrir dans les meilleurs délais des négociations avec les représentants de la rédaction sur toutes les mesures propres à garantir les intérêts matériels et moraux des journalistes, y compris de ceux qui envisageraient de quitter l'entreprise...».

Le mouvement des rédacteurs de France Soir est donc interrompu, malgré les garanties de «liberté» obtenues momentanément. Pourtant, le numéro d'hier matin ne traduit pas, c'est le moins que l'on puisse dire, un changement sensible d'orientation de la publication par rapport à ce qui y est imprimé d'habitude. On y trouve des titres du genre «L'arme secrète de Barre : Pas de hausse des salaires ni



La manifestation des journalistes de «France-Soir», mercredi.

des prix». Conclusion de l'article : «Equité, rigueur, mais aussi pédagogie. Raymond Barre va tenter d'expliquer patiemment aux Français ce qu'il entend faire et pourquoi. Sa tâche apparaît singulièrement difficile. Même si l'arrivée à Matignon d'un économiste distingué de réputation internationale a été saluée hier sur le marché des changes par un net redressement du franc».

Comme on le voit, le mouvement des journalistes de France Soir bien que s'opposant à la main mise d'Hersant, ne manque pas de limites. Le respect de la «dignité des journalistes» de leurs «intérêts» peut-il se concevoir indépendamment des intérêts des travailleurs ?

La grève de France Soir a bien peu de chances d'avoir atteint son objectif. Et l'on voit mal aujourd'hui ce qui pourrait empêcher Hersant de prendre le contrôle de France-Soir désormais. Quelle sorte de lendemain laisse présager la petite phrase du protocole d'accord «... Y compris de ceux qui envisageraient de quitter l'entreprise», quand on sait que chaque restructuration signée Hersant s'est soldée par de multiples licenciements ? Il reste que la grève des journalistes obligera Hersant, c'est à dire Giscard, à modifier sa tactique pour établir sa main mise sur le journal, à manoeuvrer peut être un peu plus prudemment. Mais est-ce l'essentiel ?

P.P.

IL AVAIT LIVRE AUX ALLEMANDS PLUSIEURS RESISTANTS UN COLLABO NOTOIRE DEVANT LA COUR DE SÛRETÉ

La Cour de Sûreté de l'Etat a jugé le 26 août une affaire de dénonciation à la Gestapo. Le collabo en question, c'est un certain Jean Gabrel, 69 ans, homme d'affaires et ingénieur qui s'était enfui au Liban pour échapper à une lourde condamnation. Il y vécut pendant 19 ans. Il vient d'être arrêté récemment à Orly. Gabrel a été condamné en 1946 par la Cour de Justice de Seine et Oise parce qu'il avait dénoncé des Français qui avaient hébergé des aviateurs alliés. Il est condamné à vingt ans de prison, dont il ne purgera que cinq ans, sous l'effet de remises de peine miraculeuses ! Il est de nouveau poursuivi en 1954. Des documents d'archives du III^e Reich transmis par la DST établissent en effet que Gabrel est l'auteur de la dénonciation qui coûta la vie au résistant Jean Bouchez, lieutenant du réseau Brutus, en 1942. Laisse en liberté (1), il s'enfuit en 57 à Beyrouth et il faut attendre 1960 pour que le tribunal des

forces armées le condamne à mort par contumace. Son avocat, Me Chanson (le défenseur des gendarmes contre Edmond Siméoni) a invoqué successivement le bénéfice de la chose jugée, puis la prescription, puis l'absence de défenseur pour le jugement par contumace ! Il espère ainsi, par une bataille de procédure, retarder le jugement sur le fond. Le procès pourrait durer quelques jours, et donner lieu au rappel de tous les méfaits de ce sinistre individu.

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225
75924 Paris Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

Téléphone 208 65 61
de 14 h à 18 h

● MARÉE NOIRE DANS
LA BAIE DE NAPLES :
La baie de Naples est recouverte par une nappe de gaz-oil : celui-ci ne provient pas d'un pétrolier échoué, mais de la rupture d'un oléoduc.

TÉMOIGNAGE

recueilli
par Yomna El Khalil

55 JOURS DE RESISTANCE HEROIQUE

Tell el Zaatar

«Le blocus de Tell El Zaatar a commencé le 20 juin. Au début, les forces isolationnistes avaient peur d'attaquer ce camp, car elles avaient peur de la résistance. Mais lorsque l'armée syrienne est intervenue au Liban, ces forces se sont vues renforcées, et elles ont attaqué. Il y avait au départ cinq phalanges constituées de phalangistes, de milices de Chamoun, («les tigres»), l'armée de Barakat, l'armée de Frangié (l'armée zghortote) et l'armée syrienne. Il y avait plus de 6 000 hommes armés de toutes les armes, lourdes et légères.

Au début, ces forces ont essayé d'occuper des positions dans Tell El Zaatar mais elles ont échoué à plusieurs reprises. Tout le temps, elles bombardaient des positions essentielles du camp. A Tell El Zaatar, il n'y a pas d'armes lourdes (en vertu des accords du Caire de 69). Le camp a été soutenu par une aide extérieure. Il a résisté pendant 55 jours et à 54 attaques. Dans une même journée, il pouvait y avoir plusieurs attaques.

Syrie

LE GOUVERNEMENT KHEFAOUI
UN TROMPE L'ŒIL
QUI NE TROMPE
PERSONNE

Le régime syrien n'a pas l'appui du peuple syrien dans son agression et il connaît déjà de nombreuses difficultés. La nomination d'un nouveau gouvernement au mois d'août est un signe. Un patriote syrien nous a communiqué un article sur ce point que nous publions ci-dessous.

Le régime Assad est en crise : la Syrie toute entière se révolte contre son agression au Liban, et l'on connaît de nombreuses manifestations, explosions et exécutions sommaires. Rien qu'au cours du mois d'août, trois militants de l'opposition populaire ont été assassinés sous la torture : Marouan Hadid de la ville de Hama, Adnan Kayal d'Alep et le troisième est un officier dont on n'a pas pu connaître l'identité. Ces militants auraient été à l'origine de plusieurs initiatives populaires contre le régime.

Ne voulant pas céder à la volonté populaire de voir l'armée syrienne se retirer du Liban, Assad a cherché à apaiser les esprits en procédant à un changement de gouvernement, et en éloignant du devant de la scène politique nationale certaines personnalités qui se sont trop compromises dans les affaires de pots-de-vin. Le choix de Khefaoui traduit, en fait, le désir du régime Assad d'améliorer son image de marque trop ternie par les abus de certains de ses «notables», tels que Rifaat Assad, frère du chef de l'Etat et leader des «brigades de la défense», Mohamed Haidar, ex-vice premier ministre,

LA POPULATION S'EST
ORGANISÉE
POUR RÉSISTER

Face à cette coalition, les habitants de Tell El Zaatar étaient fermement décidés à résister. Ils étaient prêts à mourir en se battant contre les envahisseurs. Ils préféraient cela plutôt que d'être assassinés par les forces isolationnistes si celles-ci pénétraient dans le camp.

Pour résister, la population de Tell El Zaatar s'est organisée : la nourriture était distribuée. Tous les habitants avaient la même proportion. Elle s'est aussi mobilisée pour l'organisation de ses forces, l'organisation de la défense du camp.

La population de Tell El Zaatar a vécu dans les abris. Ceux-ci ont été construits pour faire face aux bombardements sionistes qui duraient quelques heures. Il n'était pas prévu que les abris serviraient pendant des jours, des semaines entières, mais malgré tout cela, la population a pu résister dedans. Dans ces abris, il



n'y avait ni électricité, ni eau ni sanitaires.

LES FEMMES SE
DÉVOUAIENT POUR
ALLER CHERCHER L'EAU

Pour faire face au manque d'eau, il fallait aller en chercher dans quatre puits artésiens. Les femmes se dévouaient pour aller en chercher car les enfants avaient très soif. Plusieurs femmes ont été assassinées par des francs-tireurs alors qu'elles transportaient de l'eau, mais il fallait continuer à le faire. En une semaine, six enfants sont morts de soif.

L'eau était utilisée non pour boire vraiment, mais pour se dessécher la langue tellement c'était insupportable. Les femmes profitaient de la tombée de la nuit pour apporter du bois des maisons qui venaient d'être bombardées. Avec ce bois, elles faisaient cuire des aliments, souvent des lentilles. L'eau de la cuisson servait à réhydrater les enfants. Les femmes préparaient aussi du sucre mélangé à l'eau.

Il n'y avait pas grand chose pour manger. Les familles qui possédaient encore un kilo de sucre étaient considérées comme riches.

UN GRAND NOMBRE
DE BLESSÉS

En cette période de blocus, les maladies se sont propagées. Il n'y avait plus de médicaments. Les blessés étaient soignés à l'eau et au sel. Beaucoup de blessés ont été atteints du tétanos et de la gangrène.

Quand la Croix Rouge a ramené des blessés du camp, elle a préféré soigner les nouveaux blessés car ils avaient plus de chances de s'en sortir. Il y a l'exemple de deux blessés dont chacun avait la jambe atteinte de la gangrène. Le chirurgien leur a dit que s'ils voulaient être sauvés, il fallait leur couper la jambe sans anesthésie car il n'y en avait plus.

Un d'eux a accepté mais l'autre ne pouvait pas supporter cela. Il y a le cas de deux enfants qui sont morts car ils étaient déshydratés, alors que la Croix Rouge les habitait.

LA POPULATION
ENTIÈRE ÉTAIT
MOBILISÉE

Malgré toute cette privation, il y a eu une lutte de la population pour défendre Tell El Zaatar, pour vaincre les isolationnistes et les forces syriennes. Toute la population

participait à cette lutte. La plupart des femmes ont participé à cette résistance. Elles travaillaient à la transmission. Un grand nombre d'entre elles étaient entraînées aux combats. Elles s'occupaient aussi des malades et des blessés. Les femmes portaient avec les unités de combattants. Elles étaient chargées des soins médicaux. Si l'un des combattants tombait en martyr, une femme prenait sa place.

Des opérations de commando décidées à faire le

sacrifice de leur vie ont été menées. Un de ces commandos est sorti du camp et est directement allé tuer William Hawi, haut responsable militaire phalangiste. Ce commando a été tout de suite assassiné.

BARBARIE
DES FORCES
RÉACTIONNAIRES

Plus le camp résistait, plus les forces isolationnistes et syriennes se montraient barbares. Elles ont bombardé pendant deux jours une usine sous laquelle se trouvait un abri où vivaient 400 à 500 personnes. Cette usine s'est effondrée sur les habitants. Il a été difficile de les sauver. Un autre abri a subi le même sort.

Quand les forces isolationnistes ont pu pénétrer à Tell El Zaatar, elles ont tout d'abord assassiné tout le corps médical qui s'y trouvait. C'était un des symboles de la résistance héroïque du camp. Toutes les personnes habillées en blanc étaient recherchées puis massacrées. Les chars des isolationnistes qui sont rentrés roulaient sur les corps des habitants morts ou vivants. Ils repassaient plusieurs fois de suite sur les corps. La télévision italienne a montré la barbarie de ces gens.»

Pays Bas

LES AVENTURES DU PRINCE BERNHARD
OU... LA POLITIQUE DES REQUINS

«Je n'ai pas pris les précautions qui s'imposaient... J'ai écrit des lettres que je n'aurais pas dû envoyer.»

C'est d'un manque de discrétion dans son encaissement de pots de vin et dans ses trafics d'influence que s'excuse le Prince Bernhard dans sa lettre rendue publique par le premier ministre hollandais. Il est effectivement impardonnable d'avoir envoyé à Lockheed, le numéro de son compte en Suisse ! Ce noblaillon prussien qui a fait un mariage riche est pourtant connaisseur en la matière : depuis des années, il utilise sa couverture princière

pour «servir l'industrie hollandaise», c'est à dire arracher des marchés, à l'aide de pots de vins bien sûr et en prélevant son pourcentage. Mais il a trouvé plus avantageux de devenir VRP multiscartes, et c'est bien ce qu'on lui reproche. Ce que montre l'affaire Lockheed, comme il y a deux ans l'affaire Stelhin (ce général Français était grassement payé pour faire vendre l'avion américain Northrop), c'est l'importance des moyens que se donne l'impérialisme américain, depuis les pressions politiques jusqu'à la corruption de politiciens pour défendre ses intérêts et imposer ses volontés.

VIETNAM

Des mesures ont été prises par le gouvernement pour lutter contre les spéculations et les bénéfices exorbitants des entreprises commerciales privées à Saïgon. Des taxes de 80 % à 100 % frappent les bénéfices supérieurs à 10 %.

RÉPUBLIQUE ARABE
SAHRAOUIE
DÉMOCRATIQUE

Le troisième Congrès populaire du Front Polisario a été ouvert par le secrétaire général par intérim Mahfoud Laroussi en présence de deux cents délégués et de délégations étrangères, notamment de la République Démocratique Populaire de Corée, du Cambodge, du Vietnam et de Guinée-Bissau.

Ahmad
Un syrien patriote

INTERNATIONAL

Guadeloupe

DANS LES CAMPS DE RÉFUGIÉS

DES GARDES
ET LE COUVRE-FEU

Le volcan poursuit une activité intense. Les phases dites d'accalmie se situent aujourd'hui au niveau des phases dites de grande activité il y a quelques jours : l'accalmie actuelle est accompagnée de plus de 400 secousses dans une seule journée ; par ailleurs, les observations effectuées laissent percevoir des phénomènes très inquiétants comme la montée de nouvelles masses de magma à proximité du bouchon, de moins en moins imperméable.

A Pointe-à-Pitre, les centres d'accueil sont transformés en véritables camps d'internement. Les témoignages recueillis montrent que le colonialisme français a pour premier souci de contrôler le peuple guadeloupéen, de l'empêcher de s'organiser.

LETTRE DE POINT-A-PITRE

**«J'en ai vu
qui étaient
en colère».**

Un Guadeloupéen émigré à Paris nous fait part d'une lettre de sa mère qui a vécu l'évacuation puisqu'elle habite au pied même de la Soufrière.

«Heureusement que j'avais prévu au mois de juillet qu'il faudrait peut être partir et que j'avais arrangé quelque chose à Grande Terre car pour ceux qui avaient confiance, ça été terrible. Beaucoup ne savaient pas où aller, sur la plage... C'est une honte de ne pas nous avoir prévenus à l'avance pour qu'on puisse rassembler les bêtes.

J'en ai vu qui pleu-

raient, mais aussi d'autres qui étaient en colère...

Il paraît que les gens de Vieux-Fort vont pouvoir rentrer chez eux, c'est dangereux, mais la vie dans les centres, c'est infernal alors c'est peut être pas plus mal. D'ailleurs beaucoup veulent retourner, car on n'a rien ici, mais il faut faire la queue longtemps pour avoir un laissez-passer».

Jeudi, l'avion en provenance de Pointe-à-Pitre ramène un flot de travailleurs immigrés guadeloupéens. L'un d'entre eux, nous parle de ce qu'il a vu ces derniers jours : «Ils ont mis en place des gardes de la municipalité dans les centres, ils sont chargés de faire appliquer le couvre-feu à 22 heures et d'empêcher l'entrée de l'alcool. Ils doivent aussi surveiller la discipline

dans le centre et empêcher qu'il y ait des gens de l'extérieur».

Un Guadeloupéen émigré qui était venu attendre de la famille à l'avion quand il entend ça, dit violemment ce qu'il en pense : «C'est révoltant, on nous garde comme si on était dangereux». Un autre qui vient de débarquer nous dit comment ces gardes ont été ac-

cueillis dans certains centres : «Ils se sont fait cogner, on leur a dit qu'on pouvait se garder tout seuls».

Cette violence qui s'est exprimée, cette révolte qui s'élève face à ces mesures des autorités sont une première réponse des réfugiés à «l'aide» de la France.

Les autorités veulent empêcher que dans ces centres, des gens de l'extérieur viennent discuter, aider les réfugiés. Elles ont peur que ces centres aident au développement de l'unité du peuple guadeloupéen, par le biais de la solidarité qui se renforce, de l'animation qui peut s'y faire.

Le visage de «protecteur indispensable» que la France cherche encore à se donner à la Guadeloupe vient de prendre des coups supplémentaires avec la catastrophe de la Soufrière. Le rejet des mesures des autorités comme celle des gardes est un nouveau signe que donne le peuple guadeloupéen que sa colère n'est pas une simple révolte. Les paysans, les ouvriers guadeloupéens sont déjà entrés à plusieurs reprises en lutte contre le colonialisme français et les réfugiés sont en train de prendre leur place dans cette lutte. La France voulait utiliser la Soufrière pour redorer son image : c'est sa domination coloniale qui se trouve mise en cause.



«La vie dans les centres, c'est infernal».

Afrique du Sud

RATONNADES À SOWETO

Après le succès et l'ampleur de la grève de trois jours qui a paralysé Johannesburg, la police raciste a lancé à plusieurs reprises ses commandos de provocateurs d'ethnie zoulou pour semer la ter-

reur dans les ghettos, armés de matraques, de couteaux et de sagaies, ils ont sillonné Soweto, Orlando et les autres townships en attaquant les habitants, enfonçant les portes et pillant. Ils ont assassiné

plusieurs dizaines d'Africains, les poursuivant jusque dans les églises. Dans certains cas, la police encadrait ouvertement les provocateurs, ailleurs elle restait dans les cars et les regardait faire. Ce déchaînement de violence a été encouragé par le gouvernement : le ministre de la police, Kruger avait autorisé les anti-grévistes à s'armer et à s'organiser.

Il s'agit pour les racistes, d'une part de trouver d'autres moyens de répression que la police en uniforme, mais aussi de diviser les Africains, de faire croire qu'il n'y a pas un conflit entre le peuple africain et les racistes, mais une situation de désordre contre laquelle «l'ordre blanc» serait la seule solution. Provoquer des affrontements prétendument «tribaux», c'est une manière d'essayer de briser l'unité de combat du peuple d'Afrique du Sud, la solidarité entre les jeunes et les travailleurs. Mais ces manœuvres sont vouées à l'échec : il est clair que les rationsnades sont l'œuvre des racistes et au moment où même les chefs des bantoustans refusent de collaborer, la politique ne prendra pas.

gouvernement de Salisbury n'est pas tant la preuve de sa fermeté que de son incapacité à trouver des Africains qui se feraient les complices d'un gouvernement multiracial fantôme.

Le régime raciste va donc connaître de graves difficultés dues à l'application des sanctions économiques décidées par l'ONU. Il s'isole même à l'intérieur du pays où il réprime aveuglément tous ceux qui ne sont pas d'accord avec le racisme : après un médecin accusé d'avoir soigné un patriote africain, c'est aujourd'hui un évêque catholique qui est accusé de complicité avec la guérilla pour avoir écrit que le régime de Smith n'était pas civilisé.

Rhodésie

SMITH DANS L'IMPASSE

Alors que la lutte armée du peuple du Zimbabwe s'intensifie, le régime raciste Smith doit faire face aux difficultés du fait de son isolement international et subit des pressions, en particulier de l'impérialisme américain pour se «réformer» et présenter le plus rapidement possible à l'opinion publique mondiale un «gouvernement multiracial». Smith vient de refuser toute concession. Il a déclaré que l'accession au pouvoir de la majorité africaine restait «un objectif à long terme», mais qu'elle ne pouvait être «fixée par un calendrier».

En effet, les États Unis demandaient à Smith de replâtrer son régime d'ici deux ans. Cette intransigeance du

PAKISTAN

LE CHANTAGE DE KISSINGER

Lors de son voyage au Pakistan, au début de ce mois, Kissinger a proposé au Pakistan une augmentation de l'aide américaine si ce pays renonçait à l'achat, à la France, d'une centrale de retraitement du combustible nucléaire, affirment des informations en provenance du Pakistan. Aux termes de cette proposition, Kissinger aurait même proposé de financer une partie du programme nucléaire du Pakistan.

Avant même d'arriver au Pakistan, Kissinger avait déclaré que les États Unis envisageraient la suspension de toute aide économique et militaire si le Pakistan ne renonçait pas au contrat passé avec la France pour l'installation d'une usine de retraitement. Ces usines servent à retraiter des déchets radio-actifs de centrales nucléaires pour en extraire le plutonium, élément essentiel de la fabrication d'une bombe nucléaire.

Le chantage américain visait directement à empêcher la «prolifération nucléaire», affirmait Kissinger. En réalité, les États Unis, tout comme l'URSS, veulent défendre à tout prix leur monopole. Et ils n'hésitent pas à faire proliférer leurs propres armes nucléaires dans le monde entier ! Et, par exemple, ils ont toujours refusé que l'Amérique Latine soit une zone dénucléarisée, comme le demandaient les pays latino-

américains. De même, ils refusent de retirer leurs armes nucléaires de l'Océan Indien.

Les propositions de Kissinger, qui suivirent le chantage refusé par le Pakistan, visent à exercer le contrôle direct le plus étroit sur la production nucléaire des usines pakistanaises. L'aide accrue proposée au Pakistan, en échange de l'abandon du contrat signé avec le gouvernement français, s'accompagnerait nécessairement d'un contrôle accru des États Unis sur ce pays, riverain de l'Océan Indien.

Tout en essayant de maintenir le monopole nucléaire, les États Unis cherchent à renforcer leur présence dans l'Océan Indien, où les Soviétiques ont pénétré massivement ces dernières années, entraînant une rivalité de plus en plus grande pour la supériorité navale et pour le contrôle des pays riverains.

Ce qui menace la sécurité dans la région n'est pas d'abord, comme l'affirmait Kissinger, la possibilité pour le Pakistan de se doter d'armes nucléaires, mais la rivalité des États Unis et de l'URSS, dont les armes nucléaires équipent les navires et les avions en nombre sans cesse plus grand dans l'Océan Indien.

● ESPAGNE :
Juan Carlos doit publier un décret interdisant aux militaires d'avoir des activités politiques et d'appartenir à un parti.

● ISRAËL :
Dayan a déclaré qu'il espérait qu'au Liban les camps palestiniens soient démantelés et que, comme en Jordanie, la Résistance Palestinienne serait désarmée.

● PHILIPPINES :
Bernabe Buscayno, dit commandant Dante, dirigeant la Nouvelle Armée du Peuple qui mène une lutte de guérilla contre le régime de Marcos, aurait été arrêté jeudi.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Sur les chantiers

UNE VILLE COMME MARSEILLE
ENVOYÉE À L'HOPITAL

INTERVIEW D'UN OUVRIER DU BÂTIMENT DÉLÉGUÉ CFDT

Le bâtiment et les travaux publics viennent largement en tête devant les autres branches professionnelles pour le nombre de travailleurs tués ou blessés, et c'est aussi la branche où les accidents sont les plus fréquents et les plus graves.

La responsabilité du patronat y est engagée de façon flagrante. Une chute dans le vide, c'est un filet de protection qui n'était pas mis, une tranchée qui s'effondre, c'est un blindage qui n'avait pas été posé.

Dans le bâtiment apparaît plus crûment encore que dans les autres secteurs que c'est le profit qui tue et mutilé les travailleurs.

-QDP : Le bâtiment est la branche la plus touchée par les accidents. Tu peux nous dire comment les ouvriers du bâtiment vivent cette situation ?

-R : Un exemple, je montais un échafaudage, j'ai dit au chef de chantier « Il faudrait que tu ailles chercher une élingue pour amarrer l'échafaudage ». Le chef de chantier me répond : « T'as peur de mourir, toi ?... ». Alors qu'est-ce que tu penses d'un chef de chantier qui ne fait pas le nécessaire ; il peut prendre sa camionnette et aller chercher le matériel ; il ne le fait pas... Si t'es en train de percer avec un pistolet ou une pointerolle, il faut porter des lunettes, si tu ponces du ciment, tu dois porter un masque, à cause de la silicose... Si le chef de chantier ne vas pas chercher le matériel, à qui la faute ?

-QDP : Pourquoi ?

-R : Parce qu'un échafaudage volant est suspendu par un boisieu ; un boisieu, ce sont des bois ronds qui sont fixés sur la toiture, ou pas fixés quelquefois ; on met des sacs de sable sur ces boisieu sur une planche. Quelque fois, il y a un boisieu qui pète. Tu sais comment on les teste ? Tu prends le boisieu et tu le laisses tomber depuis le haut jusqu'en bas ; s'il casse, c'est que c'est pas bon, s'il casse pas, c'est qu'il est bon. On te livre des bois ronds qui ne sont pas testés, le bois peut-être pourri à l'intérieur, il peut avoir des nœuds ce qui fait qu'il casse à partir des nœuds. Quand un boisieu casse, c'est le déséquilibre, c'est la chute pour les gars.

Les baies aussi qui donnent sur le dehors, une baie à ras au niveau du plancher qui n'est pas protégée, il y a souvent des chutes. La chute c'est imprévisible, c'est dû à la fatigue, il n'y a plus d'autocontrôle.

-QDP : Pourquoi n'y a-t-il pas de protection ?

-R : Les gars sont payés aux pièces ou au rendement. La prime de rendement, c'est tout ce qu'il y a de plus injuste, ça va jusqu'à 200 F de plus par mois. Il faut insister aussi sur les engins de chantier, sur les grues. Il y a beaucoup d'accidents. Je connais un gars qui a été coincé par la benne de son engin. Le gars avait poussé son dumper (sa pelle) trop en avant, le godet l'entraîne et le gars bascule. On confie des engins comme ça à des gars non qualifiés parce que les patrons ne veulent pas payer. J'ai failli y rester moi dans un accident avec une grue ; la contre-fleche s'est cassée et nous est tombée dessus ; 5 blessés dont une colonne vertébrale cassée, le gars est encore à l'hôpital. Il ne remarquera plus.

Après cet accident, le patron n'a pas été inquiet. Il avait eu le culot de m'envoyer un gars pour me dire de ne rien dire à la police lors de l'enquête.

-QDP : Quand il y a un accident sur un chantier, qu'est-ce qui se passe ?

-R : On met les sécurités tout de suite. Mais ça ne dure pas. Un exemple : l'accident dont je t'ai parlé tout à l'heure, le gars qui est tombé dans la cage d'ascenseur, je suis repassé 5 mois après sur le chantier, la cage n'était toujours pas barricadée.

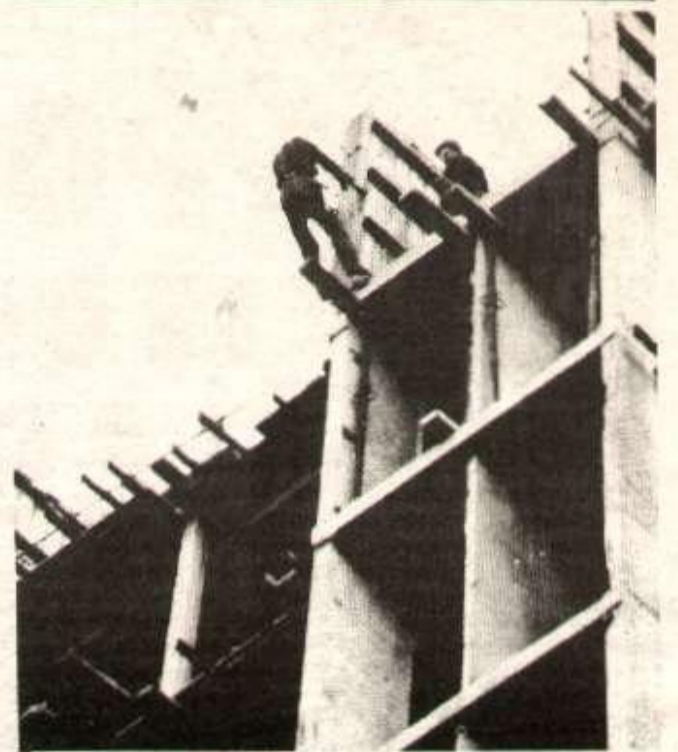
-QDP : Et les maladies professionnelles ?

-R : Il y a d'abord la gale du ciment. C'est une sorte d'allergie. Les mains, le visage sont enflés, mais il y a des gars qui continuent à travailler. Que veux-tu qu'ils fassent ; à partir d'un certain âge, on ne peut pas se recycler. Il y a les huiles de décoffrage aussi. C'est déclaré maladie professionnelle. La bronchite chronique aussi. La médecine du travail nous a dit que ça vient du tabac. Il y en a qui ne fument pas, mais qui l'ont ! Alors qu'elle vient des intermédies. Je suis rentré hier trempé comme une soupe. Ça fait du bien

de faire de la mobylette quand on est trempé ! On a parfois des vêtements de protection mais ce n'est pas commode pour travailler, c'est raide, on transpire... Le port du casque c'est pareil. Les bottes c'est pareil. On a des bottes sur le chantier, mais aucune n'est de sécurité. Alors tu marches sur une pointe. C'est un accident très fréquent. Ça traîne partout sur un chantier. On a trouvé des Pataugas. Le patron ne veut pas mettre au bout. Les échelles, c'est pareil. Il existe des échelles en dural, avec des sabots en bas de manière à ce qu'elles ne tombent pas, mais on a toujours des échelles en bois. Il y a un barreau qui est cassé, on met un morceau de latte, un beau jour, le bout de la latte casse et le gars descend. Et la peinture. Un jour, je passe sur un chantier. Je vois un gars en train de peindre au pistolet sans masque. Il n'avait pas passé de visite médicale depuis 3 ans. Je l'ai envoyé à la visite. Il faisait de l'anémie. Il manquait de globules rouges. Et bien le gars, il m'a engueulé : « Tu m'as fait perdre 500 F par mois ». Ils l'avaient changé de boulot en lui changeant aussi la paie !

-QDP : Et les conditions de vie sur les chantiers ?

-R : Pas de vestiaires. La saleté, ça sent mauvais. Les gars mangent en faisant chauffer dans un bac



en ciment. Pas de lavabos. Les WC, faut pas en parler.

-QDP : Comment juges-tu la situation par rapport au passé ?

-R : Ça s'est amélioré dans la mesure où les gars prennent conscience et réclament. Mais la construction de nos jours, c'est plus dangereux qu'il y a 30 ans. Un exemple d'accident : la pré-dalle, (la dalle préfabriquée) ça se balade au dessus des gars avant d'être déposée. Sur un chantier, récemment, la pré-dalle s'est détachée. Le coffrage métallique, ça pèse lourd ; il faut le ranger. Un accident dont j'ai eu connaissance : le coffrage a ripé, le gars a été coincé sous le coffrage métallique. Et puis, de nos jours ce qui joue le plus, c'est la hauteur. Les filets sont obligatoires, mais c'est fait plus ou moins bien ou pas du tout. Parce qu'on va trop vite, c'est négligé, parce que c'est comme ça.

-QDP : Comment vois-tu le changement dans le bâtiment si les ouvriers avaient le pouvoir ?

UN RÔLE D'ALIBI

Interview d'un militant CFDT président d'un comité régional de l'OPPBT

Le bâtiment et les Travaux Publics est la seule branche professionnelle à disposer d'un organisme de prévention spécifique à la branche. Les patrons se sont toujours opposés à ce qu'existent dans le bâtiment des CHS (Comités d'Hygiène et de Sécurité) comme c'est le cas dans tous les autres secteurs (à l'exception de la fonction publique).

-QDP : Peux-tu nous dire ce qu'est l'OPPBT ?

-R : C'est l'organisme qui est chargé de l'hygiène et de la sécurité pour l'ensemble du bâtiment et des travaux publics, parce que les patrons n'ont jamais accepté la création de CHS. C'est un organisme paritaire : 4 représentants des syndicats, 4 représentants patronaux,

Regarder le rôle d'alibi que font jouer les patrons à l'OPPBT (Office Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics) est d'autant plus intéressant que Durafour prévoit dans les mesures annoncées en mars dernier, la création d'organismes semblables à l'OPPBT dans les autres branches professionnelles.

ce qui avec les voix des syndicats jeunes comme FO et CGC donne une majorité automatique aux patrons. Il n'a pas un rôle répressif. En cas d'accident, il fait des enquêtes pour en tirer des enseignements et éviter le retour de pareils accidents. Mais ces enquêtes ne peuvent être utilisées sur le plan judiciaire. Les syndicats y participent mais on est ligoté.

-QDP : Quels sont ces moyens d'action ?

-R : Il y a des délégués qui vont sur les chantiers, mais ils sont en petit nombre. Mais même s'il y en avait plus, ça ne changerait pas grand chose. Pour les patrons, c'est une garantie de tranquillité. S'il y a un problème... « Il y a l'OPP ». Il y a un médecin conseil ; quand le gars essaie de faire quelque chose, il ne reste pas longtemps. La règle, c'est « pas de vague ».

-QDP : Les tentatives d'intégration les plus voyantes ?

-R : Les gueuletons, surtout, il y a 15 ans. Les voyages-bidons, ça existe, ça fait partie du folklore.

Quelques chiffres révélateurs...

En 1974, 837 morts soit 4 morts par jour.
34 738 blessés graves, soit un tous les quarts d'heure.
307 334 blessés soit un toutes les minutes.
Depuis la guerre, c'est l'équivalent d'une ville comme Morlaix ou Carpentras qui est morte sur les chantiers du bâtiment, ou l'équivalent d'une ville comme Marseille qui a été envoyée à l'hôpital.

-QDP : Pourquoi il ne le fait pas ?

-R : C'est traditionnel comme ça, il ne le fait pas ; il faut se gendарmer pour qu'il amène le nécessaire. Tu sais qu'on a 4 morts par jour. On n'arrive pas à faire baisser le taux de mortalité par accident. Le plus important, c'est d'abord les chutes. Les chutes sont graves dans le bâtiment parce qu'on travaille à un niveau de hauteur qui est assez élevé, les cadences aussi qui font qu'il y a une fatigue, vers les 3 H et demi de l'après-midi les gars arrivent à perdre leur contrôle et il y a souvent des chutes à partir de ce moment là ; les échafaudages volants qu'on emploie assez souvent dans le bâtiment pour crépir, il y a aussi souvent beaucoup d'accidents.

-QDP : On ne pourrait pas faire autrement ?

-R : Si, il faudrait prévoir dans la terrasse un système de fixation métallique avec des colliers qui seraient fichés la terrasse. Il y a des chutes qui sont dues à la négligence. Dans les cages d'ascenseurs, il doit y avoir un garde-corps, un en bas, un au milieu et un au dessus, et bien souvent les cages d'ascenseurs, elles sont béantes. On a eu le cas dans une entreprise où le gars a basculé dedans. Il le savait, mais il travaillait tard, il faisait nuit, il était éclairé par les réverbères, c'était en hiver, il est mort ! Tu as aussi les cages d'escalier qui doivent avoir une main-courante, souvent il n'y a rien du tout, si le gars bascule, il descend tous les escaliers jusqu'en bas.

**1er ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

9 mois déjà, 9 mois où le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abonnements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux, aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies...), dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- *Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès parution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métais
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

*Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) Dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte - Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon

«Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans

La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille

«Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux

«Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.

«L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.

Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.

«Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.

Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.

«Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand

Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.

▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.

▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

«La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e

«Olympic», 10, rue Boyer

«Entrepot», 7, rue Pressensé

«Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

- Abonnement normal 300 F
- Abonnement de soutien 500 F
- Abonnement de soutien F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix
Découper suivant le pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cedex 19

Remarques sur «la véritable histoire de Ah Q»

DOUBLEMENT VICTIME DE L'EXPLOITATION

Ah Q, salarié agricole, homme situé au bas de l'échelle sociale, est doublement victime de l'exploitation et de l'oppression : il l'est non seulement matériellement mais aussi idéologiquement. Ah Q est un homme du peuple qui parvient à supporter ce qu'il endure, non en transformant les choses mais en faisant aller son imagination : plus il reçoit de mauvais coups, plus il est maltraité, et plus il en tire la conclusion que s'il est traité à ce point, c'est parce qu'il est «le meilleur». L'humour avec lequel Lou Sin dépeint son héros n'est nullement gratuit, il rend compte de cette réalité contradictoire : Ah Q, révolté contre la société exploiteuse, est aussi sous l'emprise des classes exploiteuses qui poussent à la résignation. A ce propos, les éditions de Pékin notent : «Ce récit analyse avec force l'exploitation et l'oppression matérielles que la classe féodale dominante exerce sur Ah Q ainsi que l'influence de son venin sur la pensée et l'esprit de ce dernier.

De là, cette mentalité pro-

fondément malade - sa méthode de se contenter de victoires psychologiques qui gâtent son esprit de révolte et empêchent son vrai réveil. En même temps qu'il dévoile avec douleur la faiblesse mentale de Ah Q, l'auteur lui témoigne une profonde sympathie, et l'on sent qu'il souhaite ardemment que l'oppression féodale et l'agression impérialiste provoquent le réveil et la révolte des masses paysannes».

La sympathie de Lou Sin pour son héros, c'est celle d'un écrivain qui se tourne vers la Révolution. La toile de fond de «l'histoire de Ah Q» c'est la Révolution démocratique de 1911. La nouvelle reflète les contradictions de classes et les aspirations révolutionnaires des masses paysannes à travers le drame de Ah Q «qui subissait humiliation et outrages tout en rêvant vaguement à la révolution, et fut fusillé par le nouveau gouvernement d'alors. Dans les trois derniers chapitres, l'auteur dépeint avec insistance la volonté des dirigeants bourgeois de la

Révolution de 1911 d'écarter les paysans de toute participation à la lutte révolutionnaire»...

La sympathie de Lou Sin pour Ah Q c'est aussi celle d'un homme qui notamment dans la période où il étudiait au Japon, a connu la solitude et le désarroi devant la situation de son peuple, avant qu'il écrive ses nouvelles, et se plonge dans le mouvement révolutionnaire en Chine. Dans la préface à son recueil de nouvelles qu'il a intitulé «Cri d'appel», un cri d'appel contre l'obscurantisme imposé par la classe féodale et toutes les vieilles classes exploiteuses, Lou Sin raconte ainsi son histoire :

«Mon vieil ami Kin Sin Yi était le seul à venir bavarder avec moi à l'occasion. Il posait sa grande serviette sur ma table branlante, enlevait sa longue robe, s'asseyait en face de moi, avec l'air d'un homme qui a encore le cœur battant d'avoir eu à affronter le chien.

— A quoi cela sert-il ? me demanda-t-il un soir, cherchant à comprendre, lorsqu'il

eut regardé les inscriptions que j'avais recopiées.

— A rien.

— Alors pourquoi les copier ?

— Pour aucune raison en particulier.

— Je pense que tu pourrais écrire quelque chose...

Je compris. Il était parmi ceux qui publiaient «Jeunesse Nouvelle» (1), mais il semblait que cette revue n'avait soulevé aucun écho, ni favorable ni défavorable, et je devinais qu'ils devaient se sentir seuls. Je dis cependant :

— Imagine une maison de fer, sans fenêtres, totalement indestructible, avec dedans beaucoup de gens profondément endormis qui ne tarderont pas à mourir d'asphyxie. Puisqu'ils mourront dans leur sommeil, ils ne ressentiront aucune des affres de la mort. Crois-tu que tu leur rendras service si tu te mets à crier très fort et en éveiller quelques-uns au sommeil plus léger, qui auront ainsi à subir l'agonie d'une mort inéluctable ?

— Mais si quelques-uns sont éveillés, tu ne peux

affirmer qu'il n'y ait aucun espoir de détruire la maison de fer ?

C'est vrai, je ne pouvais, malgré mon intime conviction, rejeter l'espoir, car c'est dans l'avenir que gît l'espoir. Je ne pouvais me fonder sur mon propre cas pour réfuter son affirmation sur la possibilité de l'espoir. J'acceptai donc d'écrire et il en résulta ma première nouvelle, «Le journal d'un fou». Dès lors, je ne pus m'empêcher d'écrire et à la demande de mes amis, je donnai de temps à autre une nouvelle, jusqu'à ce que j'en eus une bonne douzaine.

Pour ma part, je ne ressens plus un vif besoin de m'exprimer ; cependant, parce que je n'ai peut-être pas tout à fait oublié la souffrance que provoquait en moi ma solitude de jadis, il m'arrive encore de lancer quelques cris d'appel pour encourager le combattant qui galope dans la solitude, afin qu'il ne faiblisse pas.

(1) Principale revue, dirigeant à l'époque, le mouvement pour la culture nouvelle

TÉLÉVISION

DIMANCHE 29 AOÛT

TF1

13 h 00 - JOURNAL
13 h 20 - C'est pas sérieux
14 h 10 - Au-delà de l'horizon. Le Pôle Nord
15 h 00 - Direct à la une
17 h 15 - Ballade pour des diamants. Film
18 h 45 - Les jours heureux Série
19 h 15 - Les animaux du monde.
19 h 45 - JOURNAL
20 h 30 - Le sous-marin de l'apocalypse Film amér. 1961
22 h 10 - Au rendez-vous des ancêtres
23 h 20 - JOURNAL et fin

A2

15 h 00 - Flash information
15 h 05 - Mystère sur le vol 502 film américain 1975.
16 h 35 - Dimanche en fête
17 h 30 - La vie secrète des animaux
17 h 50 - En direct de La Teste suite de dimanche en fête
18 h 55 - Stade 2
19 h 30 - Jazz Averty
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Jeux sans Frontières
21 h 50 - La dynastie des Forsyte feuilleton
22 h 40 - JOURNAL et fin

FR3

20 h 30 - Sur et sous la communication
22 h 20 - JOURNAL
22 h 30 - Cinéma de minuit La vie est à nous film français
23 h 35 - Fin

feuilleton

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

Ah Q, immobile, restait perdu dans ces considérations. Mais voilà que, dans le lointain, il vit déboucher un autre de ses ennemis. Cet homme que Ah Q détestait foncièrement était le fils aîné de M. Tsien. Il avait d'abord étudié à la ville dans une école à la mode étrangère, puis, on ne sait pourquoi, il s'était rendu au Japon. Lorsqu'il était revenu à la maison six mois plus tard, ses jambes étaient devenues droites, et sa natte avait disparu. Sa mère avait une dizaine de fois fait des scènes de larmes, sa femme, à trois reprises, avait voulu sauter dans le puits. Plus tard, sa mère s'en fut raconter partout : «Des chenapans l'ont enivré et lui ont coupé sa natte ; il aurait pu avoir un très bon poste de mandarin, mais maintenant, il faut attendre que sa natte repousse». Ah Q n'en croyait pas un mot ; il faisait exprès de l'appeler : «Faux Diable étranger» ou bien encore «Espion des étrangers». Dès qu'il l'apercevait, il l'insultait dans son cœur.

Ce que Ah Q détestait le plus en lui, c'était la fausse natte qu'il portait. Du moment que sa natte était fautive, il ne méritait plus le titre d'homme, et puisque sa femme n'avait pas sauté dans le puits une quatrième fois, c'est qu'elle n'était pas une femme comme il faut.

Le Faux Diable étranger approchait :

«Chauve ! Ane !...» D'habitude, Ah Q l'insultait en pensée, sans émettre aucun son, mais cette fois, il laissa échapper ces mots.

O surprise ! Le «chauve», qui tenait une canne vernie à la main (canne comparable pour Ah Q au bâton que les fils ont à la main lorsqu'ils accompagnent le cercueil de leur père), se dirigea vers l'insulteur à grandes enjambées. Ah Q comprit aussitôt qu'il allait être battu. Il se recroquevilla sur lui-même et attendit les coups. En effet, on entendit «Pan !» et il n'y eut plus aucun doute que le coup ne se fût abattu sur sa tête.



Le faux diable étranger approchait.

— C'est de lui que je parlais, dit Ah Q pour se disculper, en désignant un enfant qui se trouvait là.

Pan ! pan ! pan !

De mémoire de Ah Q, c'était la deuxième humiliation qu'il subissait de sa vie. Pourtant, lorsque les coups cessèrent, il eut l'impression d'avoir réglé l'affaire et se sentit soulagé. De plus, sa faculté d'oubli, précieux héritage de ses ancêtres, commençait déjà à agir. Il s'en fut donc lentement et, en arrivant à la porte du marchand de vin, il était déjà presque joyeux.

Juste à ce moment, il vit arriver dans sa direction la petite nonne du Temple du Paisible Perfectionnement. En temps ordinaire, Ah Q se mettait à jurer dès qu'il l'apercevait, à plus forte raison après de telles humiliations. La mémoire

lui revint subitement et il se sentit plein d'animosité.

— Je me demandais bien pourquoi j'avais tant de chance aujourd'hui, songea-t-il. C'est parce que je devais rencontrer une bonzesse !

Il alla à sa rencontre et cracha bruyamment : «Peuhl !»

La petite nonne l'ignora et continua son chemin, tête baissée. Ah Q s'approcha d'elle, passa brusquement sa main sur sa tête fraîchement rasée et dit en riant bêtement :

— Chauve, rentre vite, ton bonze t'attend...

La petite nonne rougit jusqu'aux oreilles.

— Comment osez-vous me toucher ? protesta-t-elle en pressant le pas.

Les buveurs de la taverne éclatèrent de rire. Voyant son haut fait apprécié, Ah Q ne se tint plus de joie.

— Le bonze peut te toucher, pourquoi pas moi ! s'exclama-t-il en lui pinçant la joue.

Les buveurs riaient aux éclats, Ah Q en ressentit un plaisir accru. Pour satisfaire ses admirateurs, il lui pinça encore une fois la joue bien fort avant de la laisser poursuivre son chemin.

Après un tel fait d'armes, Wang-le-barbu et le Faux Diable étranger étaient oubliés. Il semblait à Ah Q qu'il avait pris sa revanche sur la malchance qui l'avait poursuivi toute la journée ; chose étrange, il se sentait encore plus détendu qu'après les coups de canne. Il ne touchait plus terre, il se croyait sur le point de s'envoler.

— Ah Q, puisses-tu mourir sans postérité ! disait dans le lointain la voix mêlée de pleurs de la petite nonne.

Ah Q continuait à rire très content de lui.

Les buveurs du cabaret riaient aussi, presque aussi contents.

(à suivre)

SEVESO EN FRANCE ?

Par Paul GAUVIN

DU POISON PAR TONNES

Le 2,4,D, herbicide qui, répandu sur des champs à proximité des rivières, provoque la mort des poissons et le 2,4,5,T continuent à être répandus par avion en France (en vingt ans, 140 000 tonnes environ). Or ces deux produits peuvent facilement donner de la dioxine, et celle-ci apparaît comme impureté au moment de leur synthèse. Quant au 2,4,5,T, il est lui-même cancérigène. Et ces produits peuvent être achetés par kilo chez n'importe quel vendeur de produits agricoles, ou sur les quais de la Seine ! Ils sont responsables de nombreuses catastrophes. Ainsi, en Auvergne et dans d'autres régions, ils

ont provoqué la ruine d'apiculteurs en tuant toutes leurs abeilles.

Le 2,4,5,T, est répandu comme défoliant sur les champs de céréales ou les plantations de résineux, pour favoriser leur croissance en éliminant les broussailles ou autres plantes feuillues. Il semble que dans les céréales, il soit assez rapidement détruit et transformé en produits inoffensifs. Mais dans le bois des résineux, par exemple, qui est utilisé comme bois de chauffage ou pour la fabrication de la pâte à papier, il reste présent. Or, depuis le compte-rendu qu'a fait le Pr. Rudali à l'Académie

des Sciences en 1971, on sait qu'en brûlant, le bois imprégné de 2,4,5,T, dégage de la dioxine ! Il y a donc là un grave danger pour les forestiers par exemple en cas d'incendie de forêt, et pour tous ceux qui utilisent ou transforment ce bois.

Ce danger est parfaitement connu du gouvernement. Déjà, dans les années 1971-1972, des manifestations avaient eu lieu aux USA et dans d'autres pays dont la France pour exiger l'arrêt de leur utilisation au Viet-Nam, en raison précisément de ses terribles effets pour l'homme.

Le toxique de Seveso n'est pas un de ces dangers redoutables et lointains. Il est utilisé régulièrement dans notre pays. On le trouve en vente libre dans les commerces spécialisés. Le sol, les cultures sont traités au 2,4,5,T dans de nombreuses régions. De 1962 à 1972 les impérialistes US ont répandu leurs défoliants sur les forêts du Vietnam. Aujourd'hui nombreux sont les Vietnamiens à ressentir sur leur santé les effets de ces toxiques.

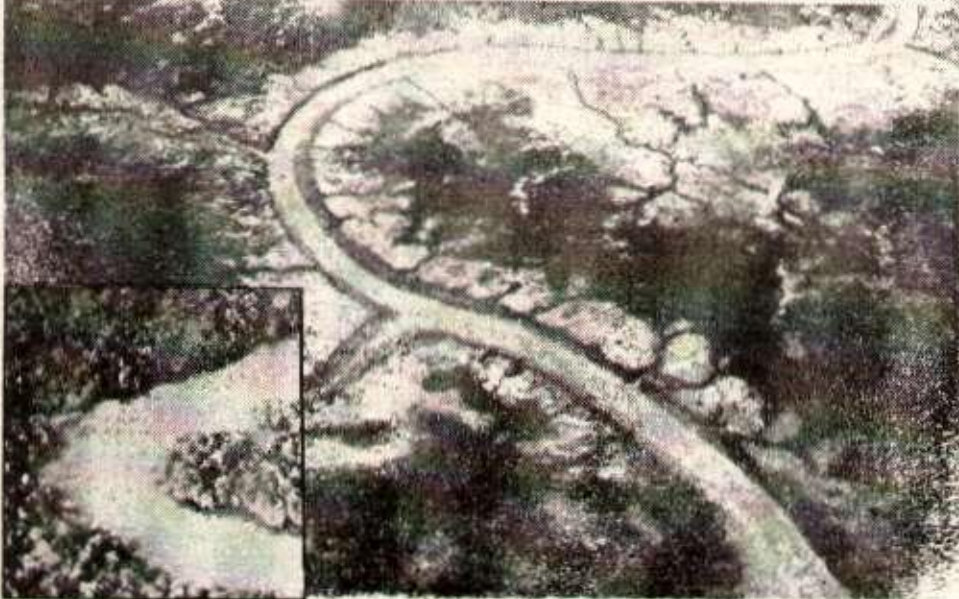


A Méda, près de Seveso, un arbre victime du défoliant. Quelques heures après la sortie du nuage, le feuillage des arbres était jauni.

De 1962 à 1972

LA DIOXINE AMÉRICAINE SUR LE VIETNAM

Forêt complètement détruite par la dioxine (encadré : la même forêt avant les bombardements)



Pendant 10 ans, de 1962 à 1972, l'armée américaine a répandu au Vietnam 60 000 tonnes de 2,4 D et de 2,4,5 T, contenant une forte proportion de dioxine. Ceci à des doses 26 fois supérieures à celles utilisées en agriculture, soit 26 kilos par hectare. 1 100 000 hectares de forêts ont ainsi été «traités», 110 000 hectares de surfaces cultivées (rizières surtout) plus environ 300 000 hectares de terrains divers.

Le but était la destruction totale : destruction des forêts pour empêcher les combattants vietnamiens de s'y cacher, destruction des cultures pour les empêcher de s'approvisionner.

Le gouvernement américain avait connaissance des

effets de ces produits sur la santé. A la suite d'expériences sur les animaux, l'institut américain du cancer avait établi qu'ils pouvaient provoquer des cancers du foie. L'institut communique ces résultats dans un rapport au gouvernement : celui-ci le tient secret ; il interdit l'emploi du 2,4,5 T dans l'agriculture, mais continue à l'employer au Vietnam.

Il a fallu les révélations de quelques scientifiques courageux et de grandes manifestations de protestation pour obtenir que cessent ces pratiques barbares.

Cette guerre totale n'a pas pu empêcher le peuple vietnamien de recouvrer sa liberté et son unité, mais elle a laissé de lourdes séquelles.

Le nombre de cancers du foie a triplé au Vietnam ; il y a beaucoup d'enfants malformés ou morts-nés. Comme le dit M. Nguyen Dang Tam, qui travaille sur cette question au CNRS de Gif-sur-Yvette : «A Seveso, on peut prétendre que c'est un accident ; dans notre pays, c'est un crime».

Où étaient alors ces journalistes qui disent aujourd'hui : «Les Américains, qui ont inondé le Vietnam de ce dernier produit, ont cessé de l'utiliser quand leurs savants se sont rendus compte de la présence inévitable du Tcdd» (cf. Paris-Match du 14 août 1976). A l'époque, ils reprenaient la thèse du gouvernement US selon laquelle il ne s'agissait que de banals «produits de jardinage»...

En 1970, une circulaire du ministère de l'agriculture disait à propos du 2,4,5 T : «Il s'agit d'un produit dangereux mais dont l'emploi est néanmoins nécessaire sur le plan économique. Les pouvoirs publics se trouvent, dans ces circonstances, en face d'une alternative dont le choix du terme entraînera, dans un sens comme dans l'autre, des conséquences graves : ou bien prendre des risques

énormes pour l'homme et son environnement, ou bien bouleverser les conditions économiques d'une production au point de la condamner».

Comment les «pouvoirs publics» ont-ils tranché ? Pas de surprise ! En octobre 75, un communiqué commun des ministères de l'agriculture et de la «qualité de la vie» (!) déclare : «Compte tenu de cette mesure (présence de

moins de 0,1 partie par millions de dioxine dans le 2,4,5 T) et des doses utilisées dans la pratique, le 2,4,5 T ne présente aucun risque de toxicité tant pour la santé humaine que pour la faune». Que cela soit faux et archifaux, ces messieurs le savaient depuis cinq ans !

Alors, comment se fait-il qu'on continue à produire en quantités massives ces poisons violents ?

«UN PROBLÈME DE SOCIÉTÉ»

«C'est un problème de société, un problème politique», déclare au QDP M. Nguyen Dang Tam, qui travaille au CNRS de Gif-sur-Yvette, en collaboration avec ses collègues de Hanoï, pour mettre au point un remède aux dramatiques maladies causées par la dioxine au peuple vietnamien. «C'est que le peuple n'a pas la parole, ne peut pas imposer une orientation à la production». Ainsi, la firme Givaudan, filiale du trust suisse Hoffman-La Roche qui a fabriqué l'hexachlorophène responsable de la mort des bébés intoxiqués par le talc Morhange, continuait à fabriquer de l'hexachlorophène dans son usine de Seveso : ça se vend encore. Rhône-Poulenc (et d'autres firmes) continuent à fabriquer le 2,4,5 T qui est déversé massivement sur les forêts.

Là encore, c'est le profit qui fait loi.

En effet, ce défoliant est déversé sur les plantations pour détruire les plantes feuillues (broussailles, fougères, etc...) qui gê-

nent la croissance des résineux : c'est le plus efficace des produits connus pour cela. Mais si tous les reboisements se font avec des résineux, et non avec des feuillus (chênes, hêtres, etc...) c'est parce que les résineux sont plus rentables : en 10 à 15 ans, ils sont adultes et exploitables, alors qu'il faut le double ou plus pour certains feuillus. Et avec l'augmentation du prix du papier ça compte ! Mais un tel reboisement, à long terme, comporte de graves inconvénients : érosion des sols, perturbation des sources, appauvrissement des sols, aggravation des maladies parasitaires, etc...La bourgeoisie sacrifie ainsi l'avenir au profit immédiat. Pour ce même profit immédiat, elle prend délibérément le risque d'intoxiquer la population des environs des plantations ainsi traitées, celle qui consommera les produits végétaux et animaux provenant de ces régions, ainsi que ceux qui fabriquent ces produits ou habitent à proximité des usines : c'est ce qu'une fois de plus «l'accident»

de Seveso vient de mettre en évidence.

C'est un crime prémédité que les capitalistes commettent, avec la complicité consciente des gouvernements italien, français ou autres. Un crime prémédité que le peuple leur fera payer un jour.

Seveso l'a prouvé une nouvelle fois : dans cette société capitaliste, la production de richesses ne se fait pas pour satisfaire les besoins de la grande majorité de la population mais au contraire au mépris de sa santé, de sa vie.

L'utilisation de produits toxiques dans la culture des céréales ou dans la sylviculture n'est pas une nécessité inéluctable imposée par une quelconque «société industrielle», mais un choix délibéré des capitalistes. Quand ce seront les masses populaires qui décideront de la production, c'est une toute autre logique qui sera appliquée : il sera alors impensable d'utiliser des produits qui risquent d'intoxiquer toute une population.